



## CHAPITRE 60

Loi pour favoriser le développement  
scolaire dans l'île de Montréal

[Sanctionnée le 21 décembre 1972]

## CHAPTER 60

An Act to promote school development  
on the island of Montreal

[Assented to 21st December 1972]

Préam-  
bule.

ATTENDU qu'il importe, dans l'île de Montréal, de favoriser le développement des services éducatifs, d'assurer une démocratisation de l'administration scolaire, de susciter une coordination des efforts et une planification des ressources pour l'éducation de tous les enfants et de rationaliser les structures scolaires;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Établis-  
sement  
des muni-  
cipalités  
scolaires.

1. Les municipalités scolaires décrites aux annexes A et B sont établies à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973 par le maintien, la fusion, l'érection, l'annexion ou la modification de municipalités scolaires de la façon qui y est indiquée, sous réserve des changements qui peuvent être apportés subséquemment aux limites de ces municipalités conformément à la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), telle que modifiée par la présente loi.

Munici-  
palités  
scolaires  
sous l'au-  
torité des  
commis-  
sions sco-  
laires.

2. Les municipalités scolaires établies suivant l'article 1 sont, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973, sous l'autorité des commissions scolaires mentionnées aux annexes A et B, de la façon qui y est indiquée et sous le nom qui y est prévu, sous réserve des changements qui peuvent être apportés au nom de ces commissions scolaires conformément à la Loi de l'instruction

WHEREAS it is necessary to promote the development of educational services on the island of Montreal, and to ensure democratization of school administration, to encourage the coordination of efforts and the planning of resources for the education of all children and to rationalize school structures there;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

Preamble.

1. The school municipalities described in Schedules A and B shall be established from the 1st of July 1973 through the maintenance, union, erection, annexation or change of school municipalities in the manner indicated therein, subject to the alterations which may subsequently be made in the boundaries of such municipalities in accordance with the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), as amended by this act.

Estab-  
lishment  
of school  
municipalities.

2. The school municipalities established under section 1 shall, from the 1st of July 1973, be under the authority of the school boards mentioned in Schedules A and B, in the manner indicated therein and under the names provided therein, subject to the changes which may be made in the names of such school boards in accordance with the Education Act as

School  
municipalities  
under au-  
thority of  
boards.

publique telle que modifiée par la présente loi. amended by this act.

Commissions scolaires non membres, etc.

3. Les commissions scolaires visées à l'article 2 ne sont pas membres d'une commission scolaire régionale. Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, la Commission scolaire régionale Le Royer et la Commission scolaire régionale Lakeshore cessent d'exister le 1<sup>er</sup> juillet 1973; les annexes A et B déterminent les commissions scolaires qui succèdent, à compter de cette date, aux droits et obligations de ce Bureau et de ces commissions régionales.

3. The school boards contemplated in section 2 shall not be members of a regional school board. The Protestant School Board of Greater Montreal, the Le Royer Regional School Board and the Lakeshore Regional School Board shall cease to exist on the 1st of July 1973; Schedules A and B shall determine the school boards which succeed, from such date, to the rights and obligations of such Board and regional boards. Boards not members, etc.

S.R., c. 235, Partie XI, ajoutée.

4. La Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) est modifiée en insérant, après l'article 580, ce qui suit :

4. The Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) is amended by inserting after section 580 the following: R.S., c. 235, Part XI, added.

## « ONZIÈME PARTIE

### « DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL

#### « SECTION I

#### « DÉFINITIONS

Interprétation:

« île de Montréal »;

« commission scolaire »;

« Conseil »;

« corporation municipale »;

« greffier ».

« 581. Dans la présente partie, les expressions et mots suivants signifient :

a) « île de Montréal »: l'ensemble des municipalités scolaires formées en vertu de l'article 1 de la Loi pour favoriser le développement scolaire dans l'île de Montréal (1972, chapitre 60);

b) « commission scolaire »: toute corporation scolaire visée à l'article 2 de la Loi pour favoriser le développement scolaire dans l'île de Montréal;

c) « Conseil »: le Conseil scolaire de l'île de Montréal institué par l'article 582;

d) « corporation municipale »: toute corporation municipale qui a juridiction en tout ou en partie sur l'île de Montréal;

e) « greffier »: le directeur des finances, le trésorier, le secrétaire-trésorier, le greffier ou le gérant, selon le cas, de toute corporation municipale.

## “PART XI

### “EDUCATION ON THE ISLAND OF MONTREAL

#### “DIVISION I

#### “DEFINITIONS

“581. In this part, the following expressions and words mean: Interpretation:

(a) “island of Montreal”: all the school municipalities established under section 1 of the Act to promote school development on the island of Montreal (1972, chapter 60); “island of Montreal”;

(b) “school board”: any school corporation contemplated in section 2 of the Act to promote school development on the island of Montreal; “school board”;

(c) “Council”: the School Council of the island of Montreal established by section 582; “Council”;

(d) “municipal corporation”: every municipal corporation having jurisdiction in whole or in part over the island of Montreal; “municipal corporation”;

(e) “clerk”: the director of finance, treasurer, secretary-treasurer, clerk or manager, as the case may be, of any municipal corporation. “clerk”.

## « SECTION II

## “DIVISION II

## « CONSEIL SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

## “SCHOOL COUNCIL OF THE ISLAND OF MONTREAL

« § 1. *Constitution et composition*“§ 1.—*Constitution and composition*Institu-  
tion.

Nom.

« 582. Un organisme est institué sous le nom, en français de « Conseil scolaire de l'île de Montréal » et, en anglais, de « School Council of the island of Montreal ».

“582. A body is established under the name of “School Council of the island of Montreal” in English and “Conseil scolaire de l'île de Montréal” in French.

Estab-  
lishment.  
Name.

Pouvoirs.

« 583. Le Conseil est une corporation au sens du Code civil et il peut en exercer tous les pouvoirs en outre des pouvoirs spéciaux que lui confère la présente loi; il est de plus investi des pouvoirs particuliers que la présente partie lui confère à l'égard des commissions scolaires de l'île de Montréal.

“583. The Council shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and may exercise all the powers of such a corporation in addition to the special powers conferred upon it by this act; it shall also have the special powers conferred upon it by this Part respecting the school boards of the island of Montreal.

Powers.

Siège  
social.

« 584. Le Conseil a son siège social dans la Ville de Montréal; il peut toutefois le transporter ailleurs dans l'île de Montréal; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

“584. The corporate seat of the Council shall be in the City of Montreal, but the Council may transfer it elsewhere on the island of Montreal; such a change shall come into force upon publication of a notice to that effect in the *Québec Official Gazette*.

Corporate  
seat.

Membres.

« 585. Le Conseil est composé de dix-sept membres désignés ou nommés de la façon suivante:

“585. The Council shall consist of seventeen members designated or appointed in the following manner:

Members.

a) La Commission des écoles catholiques de Montréal désigne, dans les trente jours qui suivent l'élection de ses membres, six personnes parmi ses membres;

(a) the Montreal Catholic School Commission shall designate, within thirty days following the election of its members, six persons from among its members;

b) le Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal désigne, dans les trente jours qui suivent l'élection de ses membres, deux personnes parmi ses membres;

(b) the Protestant School Board of Greater Montreal shall designate, within thirty days following the election of its members, two persons from among its members;

c) chaque commission scolaire autre que celles visées aux paragraphes a et b désigne, dans les trente jours qui suivent l'élection de ses membres, une personne parmi ses membres;

(c) each school board other than those contemplated in subparagraphs a and b shall, within thirty days following the election of its members, designate one person from among its members;

d) le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre qui effectue les consultations appropriées, nomme au Conseil, dans les trente jours qui suivent l'élection des commissaires d'écoles, trois autres membres parmi des personnes domiciliées dans l'île de Montréal.

(d) the Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister, who shall hold the appropriate consultations, shall appoint to the Council, within the thirty days following the election of the school commissioners, three other members from among persons domiciled on the island of Montreal.

À défaut  
de dési-  
gnation.

À défaut par une commission scolaire de faire cette désignation dans le délai imparti, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, faire la nomination parmi les membres de cette commission scolaire.

Substitut.

Chaque commission scolaire qui ne compte qu'un membre au sein du Conseil peut désigner un autre de ses commissaires comme substitut régulier pour siéger et voter à la place de ce membre lorsque celui-ci est absent du Conseil et pour la même durée de mandat. Un tel substitut peut en outre assister à toutes les séances régulières ou spéciales du Conseil, mais sans droit de vote et sans voix délibérante.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

L'article 165 s'applique *mutatis mutandis* aux membres du Conseil et aux substituts.

Honorai-  
res, etc.

« 586. Les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels de chacun des membres du Conseil et des substituts sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Fonction-  
naire,  
etc., ne  
peut être  
membre.

« 587. Aucun fonctionnaire ou employé d'une commission scolaire ou du Conseil ne peut être désigné ni nommé membre ou substitut du Conseil; il en est de même de toute personne qui a une entreprise ou un contrat pour le Conseil ou pour une commission scolaire, ainsi que des cautions des employés du Conseil et des cautions du secrétaire-trésorier d'une commission scolaire.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

Les dispositions de la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales (chap. 173) s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux membres du Conseil et aux substituts de la même manière qu'aux membres d'un conseil municipal ou conseillers et le Conseil est réputé être un conseil municipal au sens de ladite loi.

#### « § 2.—Mandat

Durée du  
mandat.

« 588. La durée du mandat des membres désignés par les commissions scolaires est la même que celle de leur mandat comme commissaires d'écoles. La durée du mandat des membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil expire le jour des élections générales des commissaires d'écoles de l'île de Montréal.

If a school board fails to designate such members within the delay prescribed, the Lieutenant-Governor in Council may make the appointment from among the members of that school board on the recommendation of the Minister.

Failure to  
designate.

Each school board having only one member on the Council may designate another of its commissioners as a regular substitute for sitting and voting in place of the member when he is absent from the Council and for the same term of office. Such substitute may also attend all regular or special sittings of the Council, but is not entitled to vote and may not participate in the proceedings.

Substi-  
tute.

Section 165 applies *mutatis mutandis* to the members of the Council and substitutes.

Provisions  
to apply.

« 586. The fees, allowances or salary or the additional salary, as the case may be, of each member of the Council and of substitutes shall be fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Fees, etc.

« 587. No officer or employee of a school board or of the Council shall be designated or appointed a member of the Council or a substitute; the same applies to any person who has an undertaking or contract with the Council or a school board, and to the sureties of the employees of the Council and those of the secretary-treasurer of a school board.

Officer,  
etc., not  
to be  
member.

The provisions of the Municipal Bribery and Corruption Act (Chap. 173) apply *mutatis mutandis* to the members of the Council and substitutes in the same manner as to the members of a municipal council or councillors and the Council is deemed a municipal council within the meaning of that act.

Provisions  
to apply.

#### « § 2.—Term of office

« 588. The term of office of the members designated by the school boards shall be of the same duration as that of their term as school commissioners. The term of the members appointed by the Lieutenant-Governor in Council shall expire on the day of the general election of school commissioners for the island of Montreal.

Term of  
office.



Conti-  
nuité. Toutefois, sous réserve de l'article 589, les membres du Conseil demeurent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'au jour où ils sont remplacés ou nommés de nouveau.

Continu-  
ity. However, subject to section 589, the members of the Council shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until replaced or reappointed.

Perte de  
qualité. « 589. Une personne cesse d'être membre du Conseil si elle décède, si elle perd la qualité nécessaire à sa nomination ou désignation, si elle refuse d'accepter la charge ou si elle démissionne par écrit.

Quality  
lost. "589. A person shall cease to be a member of the Council if he dies, loses the qualifications necessary for appointment or designation, refuses to accept office or resigns in writing.

Idem. Elle cesse aussi d'être membre si elle est absente des séances du Conseil pendant quatre mois consécutifs.

Idem. He shall also cease to be a member if he is absent from the sittings of the Council for four consecutive months.

Vacance. « 590. Toute vacance est comblée par l'autorité qui a nommé ou désigné le membre dont le siège est devenu vacant, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de la personne à remplacer. À défaut par une commission scolaire de faire le remplacement dans les trente jours de la vacance, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, faire la nomination parmi les membres de cette commission scolaire.

Vacancy. "590. Every vacancy shall be filled by the authority which appointed or designated the member whose seat has become vacant, but only for the unexpired portion of the term of the person to be replaced. If a school board fails to make the replacement within thirty days of the vacancy, the Lieutenant-Governor in Council may make the appointment from among the members of that school board, on the recommendation of the Minister.

### « § 3.—Pouvoirs et devoirs du Conseil

### "§ 3.—Powers and duties of the Council

Pouvoirs,  
etc. « 591. Le Conseil, en consultation avec les commissions scolaires, pourvoit à leur financement, à la planification de leur développement ainsi qu'à l'organisation de services communs pouvant leur bénéficier; à cette fin, il a, sous réserve des règlements édictés en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 16, le pouvoir d'adopter des règlements qui sont applicables aux commissions scolaires.

Powers,  
etc. "591. The Council shall in consultation with the school boards provide for their financing and development planning, and for the organization of joint services they may benefit from; for that purpose, it has, subject to the regulations made under subparagraph 1 of the first paragraph of section 16, the power to adopt by-laws applicable to the school boards.

Règle-  
ments. En particulier, et au moins avant la date visée à l'article 621 aux fins du budget de l'année scolaire 1974/1975, il est du devoir du Conseil d'adopter, par règlement, des mesures propres à assurer le rattrapage dans les milieux défavorisés en matière d'éducation.

By-laws. In particular, and at least before the date contemplated in section 621 for the purposes of the budget of the 1974/1975 school year, it is the duty of the Council to adopt, by by-law, measures calculated to ensure upgrading instruction in underprivileged areas.

Idem. Les règlements du Conseil peuvent aussi porter sur d'autres matières, notamment, des mesures propres à assurer:

Idem. The by-laws of the Council may also relate to other matters, in particular measures calculated to ensure:

a) le développement de l'éducation de l'enfance inadaptée et de l'éducation des adultes;

(a) development of education for handicapped children and adult education;

b) l'organisation de cours d'études pour des personnes autres que catholiques ou protestantes;

(b) establishment of courses of study for persons other than Catholics or Protestants;

c) une utilisation des équipements scolaires qui soit à la fois rationnelle et juste pour les diverses clientèles à desservir;

d) des ententes entre les commissions scolaires, les corporations municipales ou tout autre organisme aux fins de favoriser le développement de services communautaires.

**Budgets.** Le Conseil étudie et approuve les budgets des commissions scolaires et les soumet au ministre; il impose le taux des taxes requises pour la réalisation de ses objets et de ceux des commissions scolaires, reçoit le produit de telles taxes et les subventions gouvernementales applicables aux commissions scolaires et au Conseil.

**Pouvoirs.** « 592. Le Conseil peut en outre:

a) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

b) assumer les hypothèques sur les immeubles qu'il acquiert;

c) pour ses besoins et ceux des commissions scolaires, émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage, conformément aux articles 229, 230, 230a, au paragraphe 6 de l'article 231 et aux articles 232 à 234 qui lui deviennent applicables; le principal et les intérêts des obligations émises sont à la charge du fonds général du Conseil et des commissions scolaires; ces obligations constituent un engagement direct, général et inconditionnel du Conseil et des commissions scolaires et prennent rang concurremment et *pari passu* avec tous les autres engagements du Conseil et des commissions scolaires relatifs à des emprunts de deniers;

d) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

e) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

f) acquérir, posséder, louer, prendre à bail, détenir, administrer et aliéner des biens, meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre sans être assujetti à la Loi de la mainmorte (chap. 276);

g) adopter des règlements pour sa régie interne;

(c) rational and fair use of school equipment for the various groups to be served;

(d) agreements between school boards, municipal corporations or any other body to promote the development of community services.

**Budgets.** The Council shall study and approve the budgets of the school boards, and submit them to the Minister; it shall fix the rate of the taxes required for the attainment of its objects and those of the school boards, and receive the proceeds of such taxes and the government grants applicable to school boards and the Council.

« 592. The Council may also:

**Pouvoirs.**

(a) borrow money on its credit by any method recognized by law and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

(b) assume the hypothecs on the immoveables which it acquires;

(c) for its own needs and those of the school boards, issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge them in accordance with sections 229, 230 and 230a, subsection 6 of section 231 and sections 232 to 234, which shall become applicable to it; the principal and interest on bonds issued shall be a charge upon the general funds of the Council and of the school boards; such bonds shall constitute a direct, general and unconditional undertaking of the Council and of the school boards, and ranking concurrently and *pari passu* with all other undertakings of the Council and of the school boards in respect of loans of money;

(d) invest its funds in any manner considered suitable, either in its own name or in the name of trustees;

(e) accept any gift, legacy or other liberality;

(f) acquire, possess, lease, hold, administer and alienate any moveable or immoveable property, by all legal methods and under any title, without being subject to the Mortmain Act (Chap. 276);

(g) adopt by-laws for its internal management;

*h)* conclure des conventions, pour fins scolaires, avec toute personne, institution ou corporation.

*Autorisation nécessaire.* Le Conseil ne peut toutefois exercer les pouvoirs mentionnés aux paragraphes *a* et *c* sans l'autorisation du ministre.

*Idem.* Le Conseil ne peut non plus acquérir, aliéner un immeuble, le construire, l'agrandir, le transformer ou le démolir sans l'autorisation du ministre, lorsque le coût de l'opération excède \$100,000; il ne peut non plus, sans cette autorisation, prendre à bail un immeuble pour plus de trois ans ou pour un loyer annuel de plus de \$100,000.

*Autorisation générale.* Aux fins de l'alinéa précédent, le ministre peut accorder, selon les modalités et conditions qu'il détermine, une autorisation générale pour les actes prévus spécifiquement dans le budget d'investissement qu'il approuve.

*Plan général de restructuration.* « **593.** Le Conseil a, en outre, la responsabilité d'élaborer un plan général de restructuration scolaire de l'île de Montréal et s'il y a lieu, des plans particuliers ou intermédiaires en vue d'une restructuration graduelle.

*Étude.* À cette fin, le Conseil procède à une étude objective et approfondie des facteurs pertinents à un plan de restructuration scolaire adéquat et effectue les consultations appropriées auprès notamment des associations les plus représentatives des cadres et des associations accréditées des autres employés des commissions scolaires.

*Recommandations.* Le Conseil doit soumettre ses recommandations au ministre dès que possible mais au plus tard le 31 décembre 1975, et un rapport d'étape indiquant l'orientation générale de ses recommandations principales avant le 31 décembre 1974, lequel devra être déposé à l'Assemblée nationale.

*Révision.* À la demande du ministre, le Conseil est tenu, le cas échéant, de réviser son plan général ou une partie de celui-ci ou d'en soumettre un nouveau dans un délai maximum d'un an.

*Dispositions non applicables.* « **594.** Les dispositions des autres parties de la présente loi ne s'appliquent

*(h)* make agreements for school purposes with any person, institution or corporation.

The Council shall not however exercise the powers mentioned in subparagraphs *a* and *c* without the authorization of the Minister. *Authorization needed.*

Nor shall the Council acquire, alienate, construct, enlarge, alter or demolish an immoveable without the authorization of the Minister when the cost of the operation exceeds \$100,000; it shall not, without such authorization, lease an immoveable for more than three years or for an annual rental exceeding \$100,000. *Idem.*

For the purposes of the preceding paragraph, the Minister may grant, according to the terms and conditions that he determines, a general authorization for the acts specifically provided for in the investment budget that he approves. *General authorization.*

« **593.** The Council shall also be responsible for preparing a general plan of school reorganization for the island of Montreal and, if expedient, special or intermediate plans for a gradual reorganization. *General plan of reorganization.*

For that purpose, the Council shall make an objective and intensive study of the factors pertinent to an adequate school reorganization plan and shall hold the appropriate consultations, particularly with the most representative associations of the senior staff and the certified associations of the other employees of the school boards. *Study.*

The Council must submit its recommendations to the Minister as soon as possible but not later than the 31st of December 1975, and an interim report indicating the general orientation of its principal recommendations before the 31st of December 1974, which must be laid before the National Assembly. *Recommendations.*

At the request of the Minister, the Council must, if necessary, revise its general plan or part of it or submit a new one within a maximum delay of one year. *Revision, etc.*

« **594.** The other Parts of this act do not apply to the Council except those *Provisions not to apply.*

pas au Conseil sauf celles qui lui sont rendues explicitement applicables.

made expressly applicable to it.

Fac-similé.

« 595. Le fac-similé de la signature du président du Conseil peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les obligations émises par le Conseil et tel fac-similé a le même effet que si la signature elle-même y était apposée.

Facsimile. « 595. A facsimile of the signature of the president of the Council may be engraved, lithographed or printed on the bonds issued by the Council and such facsimile shall have the same effect as if the signature itself were affixed thereto.

Idem.

Le fac-similé des signatures du président et de la personne désignée à cette fin suivant l'article 609 peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les billets, coupons d'obligations et sur les chèques émis par le Conseil et tel fac-similé a le même effet que si les signatures elles-mêmes y étaient apposées.

Idem. A facsimile of the signatures of the president and of the person designated for that purpose under section 609 may be engraved, lithographed or printed on the notes, coupons of bonds and on the cheques issued by the Council, and such facsimile shall have the same effect as if the signatures themselves were affixed thereto.

Dispositions applicables.

« 596. Le Conseil peut exercer pour ses fins le pouvoir prévu à l'article 252 qui s'applique à lui *mutatis mutandis*.

Provision to apply. « 596. The Council may for its purposes exercise the power provided in section 252, which applies to it *mutatis mutandis*.

Recensement.

« 597. Le Conseil peut effectuer un recensement des enfants de moins de 21 ans domiciliés dans le territoire d'une ou de plusieurs commissions scolaires aux conditions, à l'époque et de la manière qu'il juge convenable et recueillir à cette occasion les renseignements utiles ou nécessaires à la réalisation de ses objets.

Census. « 597. The Council may make a census of the children under 21 years of age domiciled in the territory of one or more school boards on the conditions, at the time and in the manner it considers suitable and collect in such regard the information useful or necessary to attain its objects.

Régime de retraite.

« 598. Le Conseil peut établir un régime de retraite pour les membres de son personnel, suivant les termes et conditions visés à l'article 245 qui s'applique à lui *mutatis mutandis*.

Retirement plan. « 598. The Council may establish a retirement plan for the members of its staff according to the terms and conditions contemplated in section 245, which applies to it *mutatis mutandis*.

Assurance collective.

« 599. Le Conseil peut souscrire au bénéfice des membres de son personnel et de leurs dépendants un contrat d'assurance collective suivant les termes et conditions visés à l'article 248 qui s'applique à lui *mutatis mutandis*.

Group insurance. « 599. The Council may for the benefit of the members of its staff and their dependents take out a group insurance contract according to the terms and conditions contemplated in section 248, which applies to it *mutatis mutandis*.

Prévisions budgétaires.

« 600. Le Conseil fixe, par résolution, la date avant laquelle les commissions scolaires doivent lui transmettre leurs prévisions budgétaires pour chaque année scolaire.

Budgetary estimates. « 600. The Council shall fix by resolution the date before which the school boards must send it their budgetary estimates for each school year.

Idem.

Il doit, en consultation avec chaque commission scolaire intéressée, étudier, approuver ou modifier les prévisions budgétaires qui lui sont ainsi transmises.

Idem. In consultation with each school board concerned, it shall study, approve or change the budgetary estimates so sent to it.



- Pas de réduction. Le Conseil ne peut cependant, sans l'accord d'une commission scolaire, réduire les prévisions budgétaires de celle-ci en deçà du montant minimum résultant de l'application des règles du ministre concernant les dépenses admissibles aux fins de subventions, à moins qu'une dépense prévue et le service visé par ladite dépense ne soient assumés, en tout ou en partie, par le Conseil.
- Excédent. Dans les prévisions budgétaires d'une commission scolaire, le Conseil peut, au-delà du minimum visé à l'alinéa précédent, allouer un montant, d'un pourcentage qu'il détermine, pour des dépenses qui excèdent celles visées audit alinéa.
- Budgets. Le Conseil doit, chaque année, avant la date déterminée par le ministre, préparer et soumettre au ministre son budget de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette pour l'année scolaire suivante. Ce budget doit comprendre les prévisions budgétaires des commissions scolaires. Il en transmet copie aux commissions scolaires.
- Équilibre. Le budget doit maintenir l'équilibre entre les revenus et les dépenses.
- Approba-tion. Ce budget est sans effet tant qu'il n'a pas été approuvé par le ministre.
- Cas d'ur-gence. En cas d'urgence ou de nécessité, le ministre peut autoriser spécialement le Conseil à encourir des dépenses qui n'ont pas fait l'objet d'une approbation en vertu du présent article.
- Disposi-tions ap-plicables. L'article 13 s'applique au Conseil *mutatis mutandis*.
- Montants à être versés. « 601. Le Conseil verse, chaque année, aux dates qu'il détermine, les montants requis pour permettre aux commissions scolaires d'administrer leur budget.
- États financiers. « 602. Le Conseil transmet ses états financiers au ministre, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la fin de chaque année scolaire; il joint à ses états financiers les états financiers de chacune des commissions scolaires. Il transmet aussi aux commissions scolaires copie de ces états financiers.
- Disposi-tions ap-plicables. L'article 350 s'applique *mutatis mutandis* au Conseil.
- The Council shall not however, without the agreement of a school board, reduce the budgetary estimates of the board below the minimum amount obtained by application of the rules of the Minister respecting expenditures allowable for purposes of grants unless an expenditure provided for and the service contemplated by such expenditure is assumed in whole or in part by the Council.
- In the budgetary estimates of a school board, the Council may, in addition to the minimum contemplated in the preceding paragraph, allot an amount, of the percentage it determines, for expenditures exceeding those contemplated in that paragraph.
- The Council must each year, before the date fixed by the Minister, prepare and submit to him its operating, investment and debt service budget for the ensuing school year. Such budget shall include the budgetary estimates of the school boards. It shall send copy of it to the school boards.
- The budget must balance revenue and expenditures.
- Such budget shall have no effect until approved by the Minister.
- In cases of urgency or necessity, the Minister may specially authorize the Council to incur expenditures not approved under this section.
- Section 13 applies to the Council *mutatis mutandis*.
- «601. The Council shall pay each year, on the dates it determines, the amounts required to enable the school boards to administer their budgets.
- «602. The Council shall send its financial statements to the Minister within ninety days after the end of each school year; it shall attach to its financial statements those of each school board. It shall also send copy of these financial statements to the school boards.
- Section 350 applies *mutatis mutandis* to the Council.

« § 4.—*Président, vice-président et comité exécutif*

“§ 4.—*President, vice-president and executive committee*

Président,  
vice-  
président.

« **603.** Lorsque tous les membres du Conseil ont été désignés ou nommés conformément à l'article 585, ceux-ci doivent s'assembler pour élire parmi eux un président et un vice-président. La convocation des membres du Conseil se fait, à cette fin, par le directeur général au moyen d'un avis spécial d'au moins trois jours francs, signifié conformément aux articles 305 et suivants.

“**603.** When all the members of the Council have been designated or appointed in accordance with section 585, they shall meet to elect from among themselves a president and a vice-president. The members of the Council shall be called, for that purpose, by the director general by a special notice of at least three clear days, served in accordance with sections 305 and following.

President,  
vice-  
president.

Intérim.

Jusqu'à l'élection du président, la séance au cours de laquelle cette élection doit être faite est présidée par l'un des membres du Conseil, pour qui cependant l'article 607 ne s'applique pas.

Until the election of the president, the sitting at which such election must be held shall be presided over by one of the members of the Council, to whom section 607, however, does not apply.

Interim.

Procédure  
pour  
élection  
par  
défaut.

Si l'élection du président et du vice-président ou de l'un d'eux n'a pas eu lieu à la première séance qui suit la convocation ou dans les trente jours qui ont suivi cette séance, ou si, trente jours après que tous les membres ont été désignés ou nommés aucune convocation en vue de telle élection n'a été effectuée, le ministre peut désigner le président et le vice-président, ou l'un d'eux, parmi les membres du Conseil.

If the election of the president and the vice-president or of either of them is not held at the first sitting after the calling or within the thirty days after such sitting, or if, thirty days after all the members have been designated or appointed, no call to hold such election has been made, the Minister may designate the president and the vice-president or either of them from among the members of the Council.

Procedure  
on failure  
to elect.

Durée du  
mandat.

La durée du mandat du président et du vice-président est la même que celle de leur mandat comme membres du Conseil. Sous réserve de l'article 589, ils demeurent cependant en fonction jusqu'à ce qu'ils soient choisis de nouveau ou remplacés.

The term of office of the president and the vice-president shall be the same as that of their term as members of the Council. Subject to section 589, they shall remain in office, however, until chosen again or replaced.

Term of  
office.

Vacance.

Toute vacance à la fonction de président ou de vice-président ou de membre du comité exécutif est comblée par les membres du Conseil dans les trente jours qui suivent la vacance, ou par le ministre après ce délai.

Any vacancy in the office of president, vice-president or member of the executive committee shall be filled by the members of the Council within thirty days following the vacancy or, after such delay, by the Minister.

Vacancy.

Comité  
exécutif.

« **604.** L'administration courante du Conseil relève d'un comité exécutif qui exerce en outre les autres pouvoirs qui lui sont délégués par règlement du Conseil.

“**604.** The day-to-day administration of the Council shall be under an executive committee which shall also exercise the other powers delegated to it by by-law of the Council.

Executive  
commit-  
tee.

Règle-  
ments.

Le comité exécutif établit ses règles de fonctionnement par règlement approuvé par le Conseil.

The executive committee shall establish its rules of operation by by-law approved by the Council.

By-laws.

Composi-  
tion.

« **605.** Le comité exécutif se compose d'au moins cinq et d'au plus sept membres du Conseil, incluant le président et le vice-président du Conseil. Les autres membres

“**605.** The executive committee shall consist of at least five and not more than seven members of the Council including the president and the vice-president of the

Composi-  
tion.

sont désignés par le Conseil lors de la séance prévue à l'article 603 ou dans les trente jours qui suivent.

**Durée du mandat.** La durée du mandat des membres du comité exécutif est la même que celle de leur mandat comme membre du Conseil.

**Honoraires, etc.** Les honoraires, allocations, traitements ou traitements additionnels du président et du vice-président ou des autres membres du comité exécutif sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**Président.** « 606. Le président préside les délibérations du Conseil et du comité exécutif.

**Idem.** Il est d'office membre de tout comité constitué par le comité exécutif ou par le Conseil.

**Vote prépondérant.** « 607. Le président a droit, au Conseil et au comité exécutif, à un vote prépondérant, en plus de son vote comme membre du Conseil ou du comité exécutif, en cas de partage égal des voix.

**Continuité.** « 608. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président. Si le vice-président est aussi absent ou incapable d'agir, il est remplacé par un autre membre du Conseil désigné à cette fin par ce dernier.

**Pouvoirs du vice-président.** Le vice-président ou le membre qui le remplace a les mêmes pouvoirs et est assujéti aux mêmes obligations que le président.

#### « § 5. Structure du Conseil

**Devoirs.** « 609. Pour remplir les devoirs qui lui sont conférés par la présente loi, le Conseil crée, par règlement, différents services et en établit le champ d'activités.

**Idem.** Il nomme un directeur général et le personnel de cadre et de gérance requis pour l'administration et définit leurs attributions.

**Délégation.** Le Conseil peut, par règlement, déléguer certains de ses droits, pouvoirs et obligations au directeur général et au personnel de cadre à son emploi. Les droits, pouvoirs et obligations ainsi délégués au personnel de cadre s'exercent sous la direction du directeur général.

Council. The other members shall be designated by the Council at the meeting provided for in section 603 or within the thirty following days.

The term of the members of the executive committee shall be the same as their term as members of the Council.

The fees, allowances, salaries or additional salaries of the president and vice-president or the other members of the executive committee shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

« 606. The president shall preside over the proceedings of the Council and of the executive committee.

He shall be a member *ex officio* of every committee established by the executive committee or the Council.

« 607. In the case of a tie-vote, in the Council and in the executive committee, the president shall be entitled to a casting vote in addition to his vote as a member of the Council or of the executive committee.

« 608. If the president is absent or unable to act, he shall be replaced by the vice-president. If the vice-president is also absent or unable to act, he shall be replaced by another member of the Council appointed for that purpose by the Council.

The vice-president or the member replacing him shall have the same powers and be subject to the same obligations as the president.

#### « § 5.—Structure of the Council

« 609. To carry out the duties conferred upon it by this act, the Council, by by-law, shall establish various services and determine their fields of activity.

It shall appoint a director-general and the senior staff and management required for administration and define their functions.

The Council may, by by-law, delegate certain of its rights, powers and obligations to the director-general and to the senior staff in its employ. The rights, powers and obligations so delegated to the senior staff shall be exercised under the direction of the director-general.

Devoirs  
du  
directeur  
général.

« **610.** Sans restreindre la généralité de l'article précédent, le directeur général, sous l'autorité du Conseil et du comité exécutif, assume la direction des affaires et activités du Conseil, exerce un droit de surveillance et de contrôle sur les employés du Conseil et veille à l'observance et à l'exécution des règlements et décisions du Conseil et du comité exécutif. Il a, notamment, les attributions et devoirs qui suivent :

a) assister aux séances du Conseil et aux réunions du comité exécutif et aviser les membres du Conseil et du comité exécutif sur toute question prise en considération par eux;

b) obtenir, examiner et présenter au Conseil ou au comité exécutif les projets préparés par les différents services sur les matières qui requièrent l'approbation du Conseil ou du comité exécutif;

c) préparer les estimations budgétaires en collaboration avec les chefs de services et les soumettre au comité exécutif et au Conseil;

d) s'assurer que le budget du Conseil est administré conformément aux affectations qu'il comporte;

e) engager le personnel professionnel et de soutien requis, conformément aux politiques d'engagements adoptées par le Conseil et selon les prévisions budgétaires approuvées;

f) assurer la liaison entre le Conseil ou le comité exécutif et les chefs de services;

g) présider le comité métropolitain des directeurs généraux visé à l'article 611.

Remplacement.

Le Conseil désigne, parmi son personnel de cadre, une personne pour remplacer le directeur général au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de celui-ci; cette personne a alors les mêmes pouvoirs et est assujettie aux mêmes obligations que le directeur général.

Comité  
métropo-  
litaïn.

« **611.** Le Conseil établit, par règlement, sous la direction du directeur général, un comité métropolitain des directeurs généraux au sein duquel siègent les directeurs généraux des commissions scolaires. Ce comité agit à titre consultatif

Duties of  
director-  
general.

“**610.** Without restricting the generality of the preceding section, the director-general, under the authority of the Council and executive committee, shall assume the direction of the affairs and activities of the Council, exercise a right of supervision and control over the employees of the Council and see to the observance and carrying out of the by-laws and decisions of the Council and executive committee. He shall have, in particular, the following functions and duties:

(a) to attend the sittings of the Council and the meetings of the executive committee and advise the members of the Council and of the executive committee on any matter they take under consideration;

(b) to obtain, examine and submit to the Council or executive committee projects prepared by the different services on matters requiring the approval of the Council or the executive committee;

(c) to prepare the budgetary estimates in cooperation with the heads of services and submit them to the executive committee or Council;

(d) to ensure that the budget of the Council is administered in accordance with the appropriations comprised in it;

(e) to engage the required professional staff and supporting staff in accordance with the engagement policies adopted by the Council, according to the approved budgetary estimates;

(f) to ensure liaison between the Council or the executive committee and the heads of services;

(g) to preside over the metropolitan committee of directors-general contemplated in section 611.

The Council shall designate from among its senior staff, a person to replace the director-general if he is absent or unable to act; that person shall then have the same powers and be subject to the same obligations as the director-general.

Replacement.

“**611.** The Council shall establish by by-law, under the direction of the director-general, a metropolitan committee of directors-general on which the directors-general of the school boards shall sit. The committee shall advise the director-

Metro-  
politan  
commit-  
tee.



auprès du directeur général et, par l'intermédiaire de ce dernier, auprès du Conseil, sur toutes matières relevant de la compétence du Conseil. Le règlement détermine les règles qui régissent le fonctionnement du comité.

general and, through him, the Council, on all matters under the jurisdiction of the Council. The by-law shall determine the rules governing the operation of the committee.

« § 6.—*Dispositions diverses*

“§ 6.—*Miscellaneous*

Dépenses. « **612.** Les dépenses visées aux articles 586 et 605 sont à la charge du Conseil.

“**612.** The expenses contemplated in sections 586 and 605 shall be borne by the Council. Expenses.

Exercice financier. « **613.** L'exercice financier du Conseil commence le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année et se termine le 30 juin de l'année suivante.

“**613.** The fiscal year of the Council shall begin on the 1st of July each year and end on the 30th of June in the ensuing year. Fiscal year.

Séances. « **614.** Les séances du Conseil sont publiques; le président y maintient l'ordre et peut faire expulser des lieux d'une séance toute personne qui en trouble l'ordre.

“**614.** The sittings of the Council shall be public; the chairman shall keep order and may expel any person who disturbs order. Sittings.

Fréquence. Le Conseil se réunit au moins tous les deux mois.

The Council shall meet at least every two months. Time.

Vote majoritaire. Toutes les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

All decisions shall be taken by a majority of the members present. Majority vote.

Dispositions applicables. Les articles 6, 8, 9, 193 à 195, 198, 199, 201 et 202 s'appliquent au Conseil, *mutatis mutandis*.

Sections 6, 8, 9, 193 to 195, 198, 199, 201 and 202 apply *mutatis mutandis* to the Council. Provisions to apply.

Avis public. Le Conseil donne avis public des résolutions adoptées suivant les articles 193 et 198, de la façon indiquée à l'article 300 qui s'applique à lui *mutatis mutandis*.

The Council shall give public notice of the resolutions adopted under sections 193 and 198, in the manner indicated in section 300, which applies to it *mutatis mutandis*. Public notice.

Livre des procès-verbaux. « **615.** Le livre des procès-verbaux du Conseil peut être examiné par toute personne intéressée.

“**615.** The minutes of the Council may be examined by any interested person. Minutes.

Copies, etc. Les copies et extraits de registres, livres et autres documents du Conseil, certifiés par le fonctionnaire désigné à cette fin par le Conseil, sont considérés comme authentiques.

Copies of and extracts from registers, books and other documents of the Council, certified by the officer designated for that purpose by the Council, are considered authentic. Copies, etc.

« SECTION III

“DIVISION III

« COMMISSIONS SCOLAIRES

“SCHOOL BOARDS

« § 1. *Composition*

“§ 1. *Composition*

Composition. « **616.** Chaque commission scolaire est composée d'au moins neuf et d'au plus quinze commissaires d'écoles; toutefois le Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal est composé d'au moins onze

“**616.** Each school board shall consist of at least nine and not more than fifteen school commissioners; however, the Protestant School Board of Greater Montreal shall consist of at least eleven and not

et d'au plus quinze commissaires d'écoles et La Commission des écoles catholiques de Montréal est composée d'au moins quinze et d'au plus dix-neuf commissaires d'écoles.

**Nombre.** Le nombre des commissaires d'écoles, qui dans tous les cas doit être impair, est déterminé par résolution de chaque commission scolaire adoptée et publiée dans la *Gazette officielle du Québec* au moins quatre mois avant la date des élections. À défaut par une commission scolaire de déterminer ce nombre, celui-ci est fixé au minimum visé au premier alinéa, ou suivant le cas, au dernier nombre fixé par elle.

**Élection.** Ces commissaires d'écoles sont élus conformément aux articles 95 à 183 qui, sous réserve de l'article 618, s'appliquent *mutatis mutandis*.

**Terme.** Sauf le cas prévu à l'article 184, les commissaires d'écoles restent en fonction jusqu'au jour de l'élection générale; celle-ci a lieu tous les trois ans le deuxième lundi de juin ou, si ce jour est férié, le jour juridique suivant.

**Époque des élections.** Afin de permettre le rapprochement de l'époque de la tenue des élections scolaires avec celle de la tenue des élections municipales, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, décréter que l'élection générale dans les commissions scolaires ait lieu à une date antérieure ou postérieure à celle prévue à l'alinéa précédent. En ce cas, le mandat alors en cours des commissaires d'écoles est abrégé ou prolongé en conséquence. L'arrêté en conseil adopté à cette fin est publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*. Par le même arrêté, le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer, le cas échéant, les autres dates mentionnées aux articles 49, 105, 107, 108, 129 et 617 pour donner effet au présent alinéa. Dans le cas où un tel arrêté est adopté, le mandat des commissaires élus lors de cette élection et des élections subséquentes est de quatre ans.

**Division.** « **617.** La municipalité scolaire de chaque commission scolaire est divisée, aux fins des élections, en autant de quartiers qu'il y a de commissaires d'écoles à la commission scolaire.

**Représentation.** Chaque quartier est représenté par un commissaire.

more than fifteen school commissioners and The Montreal Catholic School Commission shall consist of at least fifteen and not more than nineteen school commissioners.

The number of school commissioners, **Number.** to be an odd number in all cases, shall be determined by a resolution passed by each school board and published in the *Québec Official Gazette* at least four months before the date of the elections. If a school board fails to determine this number, it shall be fixed at the minimum contemplated in the first paragraph or, as the case may be, at the last number fixed by it.

Such school commissioners shall be **Election.** elected in accordance with sections 95 to 183 which, subject to section 618, apply *mutatis mutandis*.

Except as provided in section 184, the **Term.** school commissioners shall remain in office until the day of the general election, which shall be held every three years on the second Monday of June or, if that day is a holiday, on the next juridical day.

To enable the time of holding the school **Time of elections.** elections to be brought closer to that of the municipal elections, the Lieutenant-Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, order that the general elections for the school boards be held on a date earlier or later than that provided in the preceding paragraph. In such case, the then current term of the school commissioners shall be accordingly shortened or extended. The order in council adopted for that purpose shall be published forthwith in the *Québec Official Gazette*. In the same order, the Lieutenant-Governor in Council may change, if need be, the other dates mentioned in sections 49, 105, 107, 108, 129 and 617 to give effect to this paragraph. In cases where such an order is adopted, the term of the commissioners elected at that election and subsequent elections shall be four years.

« **617.** The school municipality of **Division.** each school board shall be divided, for election purposes, into as many wards as there are school commissioners on the school board.

Each ward shall be represented by one **Repre-**  
**sentation.** commissioner.

Limites, etc.	La commission scolaire établit, par résolution adoptée avant le 1 <sup>er</sup> mars de l'année scolaire au cours de laquelle il y a élection générale, les limites et le nom ou le numéro de chaque quartier.	The school board shall establish by resolution passed before the 1st of March of the school year in which there is a general election, the boundaries, name and number of each ward.	Boundaries, etc.
Nombre d'électeurs.	Chaque quartier doit comporter un nombre d'électeurs qui ne s'écarte pas de plus de vingt-cinq pour cent du nombre atteint en divisant le nombre total des électeurs par le nombre de quartiers.	Each ward must include a number of electors not varying by more than twenty-five per cent from the number obtained by dividing the total number of electors by the number of wards.	Include.
Livre des délibérations.	La désignation des limites de chaque quartier doit être inscrite dans le livre des délibérations et reste en vigueur pour trois ans ou quatre ans si le dernier alinéa de l'article 616 reçoit application, et un avis public de la liste des quartiers doit être donné avant le 15 mars qui suit.	The description of the boundaries of each ward must be entered in the minute book and shall remain in force for three years, or four years if the last paragraph of section 616 is applied, and public notice of the list of the wards must be given before the ensuing 15th of March.	Minute book.
Nomination par ministre.	À défaut par la commission scolaire de remplir l'obligation prévue par le présent article, le ministre peut nommer une personne pour effectuer la division en quartiers.	If the school board fails to fulfil the obligation provided in this section, the Minister may appoint a person to make the division into wards.	Minister may act.
Quartier désigné.	Un candidat ne peut être mis en candidature que pour un quartier désigné et un électeur ne peut voter que dans le quartier où il a la qualité d'électeur et où il est domicilié, nonobstant le dernier alinéa de l'article 99.	A candidate shall be nominated only for a specific ward and an elector shall vote only in the ward where he is qualified as an elector and where he is domiciled notwithstanding the last paragraph of section 99.	Specific ward.
Employé non éligible.	Un employé du Conseil ne peut être commissaire d'écoles à une commission scolaire de l'île de Montréal.	No employee of the Council shall be a school commissioner on a school board on the island of Montreal.	Employee not eligible.

## « § 2.—Pouvoirs et devoirs

## “§ 2.—Powers and duties

Dispositions applicables.	« 618. Sous réserve des dispositions inconciliables de la présente partie et nonobstant toute disposition contraire d'une loi particulière, les dispositions de la présente loi s'appliquent, <i>mutatis mutandis</i> , aux commissions scolaires, à l'exception des articles 64, 65, 127, 164, 166, le paragraphe 5 <sup>o</sup> du premier alinéa et le dernier alinéa de l'article 224, les articles 225, 228 à 238, 240 à 244, 251, 266 à 270, 312, 359, 367 à 454, 469 à 495b, 574 à 580.	“618. Subject to any inconsistent provisions of this Part and notwithstanding any contrary provision of a special act, this act applies <i>mutatis mutandis</i> to the school boards, except sections 64, 65, 127, 164, 166, subparagraph 5 of the first paragraph and the last paragraph of section 224, and sections 225, 228 to 238, 240 to 244, 251, 266 to 270, 312, 359, 367 to 454, 469 to 495b and 574 to 580.	Provisions to apply.
Durée du mandat.	Nonobstant les articles 91, 189 et 192, la durée du mandat du président, du vice-président et des membres du comité exécutif est la même que celle de leur mandat comme commissaires d'écoles.	Notwithstanding sections 91, 189 and 192, the term of office of the president, vice-president and the members of the executive committee shall be the same as their term as school commissioners.	Term.
Comité de parents remplacé.	« 619. Lorsqu'une commission scolaire établit des régions administratives ou des districts, le comité de parents visé	“619. When a school board establishes administrative regions or districts, the parents' committee contemplated in	Parents' committee replaced.

à l'article 68 est remplacé, pour les mêmes fins, par les comités suivants:

a) un comité régional de parents, au niveau de chaque région administrative ou district;

b) un comité central de parents composé de représentants des comités régionaux de parents, auprès de la commission scolaire.

Règle-  
ments.

Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine par règlement la composition, la répartition des fonctions et les modalités de fonctionnement et de financement des comités ci-dessus mentionnés.

Publica-  
tion.

Tout règlement adopté en vertu de l'alinéa précédent est publié dans la *Gazette officielle du Québec*; il entre en vigueur à la date de sa publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Pouvoirs.

« 620. La commission scolaire peut:

a) assumer les hypothèques qui grèvent les immeubles qu'elle acquiert;

b) contracter par lettre de change, billet ou autre effet négociable des emprunts pour une période n'excédant pas un an, pour financer ses opérations en attendant les versements du Conseil;

c) prendre à bail des immeubles;

d) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

e) conclure avec le Conseil toute convention pour fins scolaires.

Excep-  
tion.

La commission ne peut toutefois exercer les pouvoirs mentionnés aux paragraphes a, b et c sans l'autorisation du Conseil. Dans le cas visé au paragraphe c, ce dernier doit obtenir l'approbation du ministre si la durée du bail excède trois années ou si le loyer annuel excède \$100,000.

Idem.

Elle ne peut acquérir, aliéner un immeuble, le construire, l'agrandir, le transformer ou le démolir sans l'autorisation du Conseil; ce dernier doit obtenir l'approbation du ministre si le coût de l'opération excède \$100,000.

Autorisa-  
tion  
générale.

Aux fins des deux alinéas précédents, le ministre peut accorder au Conseil, selon les modalités et conditions qu'il détermine, une autorisation générale pour les actes prévus spécifiquement dans le budget d'investissement qu'il approuve.

section 68 shall be replaced for the same purposes by the following committees:

(a) a regional parents' committee at the level of each administrative region or district;

(b) a central parents' committee consisting of representatives of regional parents' committees, at the school board.

The Lieutenant-Governor in Council shall determine by regulation the composition, distribution of duties and the terms and conditions of the operating and financing of the above-mentioned committees.

Every regulation made under the preceding paragraph shall be published in the *Québec Official Gazette*; it shall come into force on the date of its publication or on any later date fixed therein.

« 620. The school board may:

(a) assume the hypothecs affecting the immoveables it acquires;

(b) contract loans by bill of exchange, note or other negotiable instrument for a period not to exceed one year, to finance its operations pending payment by the Council;

(c) lease immoveables;

(d) invest its money in any manner considered suitable, either in its own name or in that of trustees;

(e) make any agreement with the Council for school purposes.

Nevertheless the board shall not exercise the powers mentioned in subparagraphs a, b and c without the authorization of the Council. In the case contemplated in subparagraph c, the Council must obtain the approval of the Minister if the term of the lease exceeds three years or the annual rental exceeds \$100,000.

It shall not acquire, alienate, build, enlarge, alter or demolish an immovable without the authorization of the Council, which must obtain the approval of the Minister if the cost of the operation exceeds \$100,000.

For the purposes of the two preceding paragraphs, the Minister may grant the Council, on the terms and conditions he determines, a general authorization to do the acts specifically provided for in the investment budget that he approves.



Approba-  
tion du  
Conseil.

Le pouvoir prévu à l'article 252 ne peut être exercé par une commission scolaire qu'avec l'approbation du Conseil.

The power provided in section 252 shall be exercised by a school board only after approval by the Council.

« § 3. — *Dispositions diverses*

“§ 3. — *Miscellaneous*

Prévisions  
budgétaires.

« 621. Toute commission scolaire doit préparer chaque année ses prévisions budgétaires pour l'année scolaire suivante et les soumettre au Conseil avant la date fixée par ce dernier.

“621. Every school board must each year prepare its budgetary estimates for the ensuing school year and submit them to the Council before the date fixed by the Council.

Approba-  
tion.

Ce budget est sans effet tant qu'il n'a pas été approuvé par le ministre.

Such budget shall have no effect until approved by the Minister.

Cas  
d'urgence.

En cas d'urgence ou de nécessité, le ministre peut, sur recommandation du Conseil, autoriser spécialement la commission scolaire à encourir des dépenses qui n'ont pas fait l'objet d'une approbation en vertu du présent article.

In cases of urgency or necessity, the Minister, upon the recommendation of the Council, may specially authorize the school board to incur expenses not approved under this section.

États  
financiers.

« 622. Chaque commission scolaire doit, dans les soixante jours de la fin de chaque année scolaire, transmettre au Conseil ses états financiers.

“622. Each school board must send its financial statements to the Council within sixty days after the end of each school year.

Conven-  
tion, etc.

« 623. Chaque commission scolaire doit transmettre au Conseil toute convention ou entente qu'elle se propose de conclure en vertu des articles 226 ou 496 et tout règlement qu'elle adopte en vertu des articles 197a, 202b, 202d et 204a avant de les soumettre au ministre pour approbation; le Conseil peut faire au ministre toute recommandation qu'il juge appropriée à ce sujet.

“623. Each school board must send to the Council any arrangement or agreement which it proposes to make under section 226 or 496 and any by-law which it adopts under sections 197a, 202b, 202d and 204a before submitting it to the Minister for approval; the Council may make any recommendation it sees fit to the Minister in this respect.

« SECTION IV

“DIVISION IV

« TAXATION

“TAXATION

« § 1. — *Catégories d'immeubles*

“§ 1. *Classes of immoveables*

Interpré-  
tation.

« 624. Pour les fins de la présente section, le mot « immeuble » a le sens qui lui est attribué par l'article 1.

“624. For the purposes of this division, the word “immoveable” has the meaning assigned to it by section 1.

Classifi-  
cation.

« 625. Tout immeuble situé dans l'île de Montréal, porté au rôle suivant la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50) fait partie, aux fins des taxes imposées en vertu de la présente section, de l'une des deux catégories suivantes:

“625. Every immoveable situated on the island of Montreal, entered on the roll in accordance with the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50) belongs for the purposes of the taxes levied under this division to one of the two following classes:

a) catégorie no 1: les immeubles des particuliers;

(a) class No. 1: immoveables of individuals;

b) catégorie no 2: les immeubles des corporations.

(b) class No. 2: immoveables of corporations.

Catégorie no 1. « **626.** La catégorie no 1 comprend les immeubles qui sont la propriété exclusive d'un particulier ou qui sont la propriété en indivis de plusieurs particuliers.

« **626.** Class No. 1 comprises those immoveables owned exclusively by an individual or held in undivided ownership by several individuals.

Catégorie no 2. « **627.** La catégorie no 2 comprend les immeubles qui sont la propriété exclusive d'une corporation ou la propriété en indivis d'une corporation et de toute autre personne, ainsi que ceux qui sont détenus pour leur compte par un particulier.

« **627.** Class No. 2 comprises those immoveables owned exclusively by a corporation or held in undivided ownership by a corporation and any other person and those held on their behalf by an individual.

Propriété présumée. Tout immeuble porté au rôle d'évaluation au nom d'un administrateur, fiduciaire, fidéicommissaire ou mandataire est considéré comme étant la propriété d'une corporation si les actes déposés au bureau d'enregistrement à son égard n'indiquent pas le nom de leur véritable propriétaire.

Every immovable entered on the assessment roll under the name of an administrator, fiduciary, trustee or mandatary is deemed owned by a corporation if the deeds deposited in the registry office with respect to such immovable do not indicate the name of its true owner.

Inscription de la catégorie. « **628.** Le commissaire à l'évaluation doit inscrire au rôle d'évaluation, en regard de la désignation de chaque immeuble, la catégorie dont il fait partie.

« **628.** The valuation commissioner shall enter on the assessment roll, opposite the description of each immovable, the class to which it belongs.

Plainte. « **629.** Le greffier de toute corporation municipale doit, s'il reçoit, suivant l'article 66 de la Loi sur l'évaluation foncière, une plainte relative à une inscription visée à l'article précédent, faire une copie de la plainte et la remettre ou l'expédier par la poste, sans délai, au Conseil qui peut dès lors intervenir dans le litige. L'avis d'audition prévu à l'article 69 de la Loi sur l'évaluation foncière doit de plus être adressé au Conseil.

« **629.** The clerk of a municipal corporation shall, if he receives, in accordance with section 66 of the Real Estate Assessment Act, a complaint respecting an entry contemplated in the preceding section, make a copy of the complaint and deliver or mail it forthwith to the Council, which may then intervene in the dispute. The notice of hearing contemplated in section 69 of the Real Estate Assessment Act must also be sent to the Council.

Certificat de modification. « **630.** Si, de l'avis du Conseil, la catégorie inscrite au rôle d'évaluation en regard de la désignation d'un immeuble est erronée, le commissaire à l'évaluation doit, dès que le Conseil le lui demande, émettre un certificat de modification suivant la demande du Conseil. Les articles 86 à 88, 92 et 93 de la Loi sur l'évaluation foncière s'appliquent à de telles modifications et le greffier de toute corporation municipale où est situé un tel immeuble doit modifier en conséquence les comptes de taxes scolaires.

« **630.** If, in the opinion of the Council, the class entered on the assessment roll opposite the description of an immovable is incorrect, the valuation commissioner must, as soon as the Council applies to him therefor, issue a certificate of alteration in accordance with the application of the Council. Sections 86 to 88, 92 and 93 of the Real Estate Assessment Act apply to such alterations and the clerk of any municipal corporation where such an immovable is situated must alter the school tax accounts accordingly.

Année en cours seulement. Ces modifications ne peuvent être faites que sur le rôle d'évaluation de l'année en

Such alterations shall be made only to the assessment roll for the current year

cours et sur ceux des trois années scolaires précédentes.

and to those of the three preceding school years.

Rensei-  
gnement.

« 631. Toute personne doit, à la demande d'un représentant autorisé généralement ou spécialement à cette fin par le Conseil, lui donner oralement ou par écrit, selon que ce dernier l'exige, sous serment ou par affirmation solennelle, tout renseignement nécessaire pour établir la catégorie dont un immeuble doit faire partie au sens des articles 624 à 628.

« 631. Any person shall, at the request of a representative generally or specially authorized for that purpose by the Council, give him orally or in writing, as the representative requires, on oath or by solemn affirmation, any information necessary to establish the class to which an immoveable is to belong within the meaning of sections 624 to 628.

Infraction.

Il est interdit d'entraver de quelque façon que ce soit un tel représentant du Conseil, de le tromper par des réticences ou par de fausses déclarations ou de refuser de lui fournir un renseignement qu'il a droit d'obtenir en vertu du présent article.

It is prohibited to hinder such a representative of the Council in any way, to mislead him by concealment or false representations or to refuse to give him any information he is entitled to obtain under this section.

Peine.

Toute personne qui contrevient au présent article commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus cent dollars, en plus du paiement des frais. Cette amende appartient au Conseil.

Every person who contravenes this section is guilty of an offence and is liable, on summary proceeding, to a fine of not more than one hundred dollars in addition to payment of the costs. Such fine shall belong to the Council.

#### « § 2.—Évaluation

#### “§ 2.—Assessment

Rôle  
d'évaluation.

« 632. Le rôle d'évaluation en vigueur pour fins municipales au premier juillet d'une année sert de base, pendant l'année scolaire commençant à cette date, à l'imposition des taxes scolaires visées par la présente section, sous réserve des modifications apportées au rôle en vertu de l'article 86 de la Loi sur l'évaluation foncière et de l'article 630 de la présente loi.

“632. The assessment roll in force for municipal purposes on the first of July of a year shall serve as the basis, during the school year beginning on that date, for levying the school taxes contemplated in this division, subject to the alterations made to the roll under section 86 of the Real Estate Assessment Act and section 630 of this act.

Contestation.

Pour tout immeuble dont l'évaluation est l'objet d'une contestation, l'imposition de la taxe scolaire est basée sur la partie non contestée de l'évaluation.

For every immoveable whose assessment is contested, the levying of the school tax shall be based on the uncontested part of the assessment.

Correction.

Lorsque la décision a été rendue sur la contestation, le greffier de la corporation municipale modifie en conséquence les comptes de taxes scolaires. La taxe scolaire payable en conséquence de la correction est réputée être devenue exigible en même temps que celle qui a été originairement imposée.

When the decision has been rendered on the contestation, the clerk of the municipal corporation shall alter the school tax accounts accordingly. The school tax payable as a result of the correction is deemed exigible at the same time as the one originally levied.

#### « § 3.—Taxes scolaires

#### “§ 3.—School taxes

Impôt.

« 633. Il est imposé:  
a) une taxe scolaire, ci-après appelée « taxe des particuliers », sur les immeubles faisant partie de la catégorie no 1;

“633. There shall be levied:  
(a) a school tax hereinafter called “tax on individuals” upon immoveables belonging to class No. 1;

b) une taxe scolaire, ci-après appelée « taxe des corporations », sur les immeubles faisant partie de la catégorie no 2.

(b) a school tax hereinafter called "tax on corporations" upon immoveables belonging to class No. 2.

**Taux.** « **634.** Le Conseil fixe, pour l'année scolaire commençant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, par résolution adoptée au plus tard le 1<sup>er</sup> juin, le taux de la taxe des particuliers et le taux de la taxe des corporations et les soumet à l'approbation du ministre.

**"634.** The Council shall fix, for the school year beginning on the 1st of July each year, by resolution passed not later than the 1st of June, the rate of the tax on individuals and that of the tax on corporations and submit them for approval to the Minister.

**Approbation.** Ils sont sans effet tant qu'ils n'ont pas été approuvés par le ministre.

They shall be without effect so long as they have not been approved by the Minister.

**Nullité.** Ces taux ne sont pas nuls du fait qu'ils sont fixés après ce délai.

Such rates are not null because they are fixed after such delay.

**Copie conforme.** Dans les dix jours de l'adoption de sa résolution, le Conseil doit en transmettre une copie conforme au greffier de toute corporation municipale.

Within the ten days after the passing of such resolution, the Council shall send a true copy of it to the clerk of every municipal corporation.

**Même taux.** Le taux de la taxe des particuliers ou, selon le cas, le taux de la taxe des corporations est le même pour tous les immeubles auxquels il s'applique.

The rate of the tax on individuals or, as the case may be, the rate of the tax on corporations shall be the same for all the immoveables to which each rate applies.

**Taux différent.** Nonobstant l'alinéa précédent, pour chacune des trois années scolaires qui suivent le 1<sup>er</sup> juillet 1973, le Conseil peut fixer, subordonnément à la même approbation, un taux différent de la taxe des corporations sur les immeubles qui y sont assujettis et situés dans la partie de l'île de Montréal qui, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1973, ne relevait pas de la juridiction du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal.

Notwithstanding the preceding paragraph, for each of the three school years following the 1st of July 1973, the Council may fix, subject to the same approval, a different rate of tax on corporations on the immoveables subject to it and situated on that part of the island of Montreal that was not under the jurisdiction of the Protestant School Board of Greater Montreal before the 1st of July 1973.

**Année scolaire.** « **635.** Les taxes imposées en vertu des articles 633 et 634 s'appliquent à l'année scolaire pour laquelle elles ont été imposées, nonobstant les dispositions de toute loi régissant une corporation municipale et établissant une année scolaire différente.

**"635.** The taxes levied under sections 633 and 634 shall apply to the school year for which they were levied, notwithstanding the provisions of any act governing a municipal corporation and establishing a different school year.

**Délais.** Les délais de prescription et les charges attachées à ces taxes, de même que les droits et obligations des personnes à l'égard de ces taxes sont les mêmes que ceux qui sont attachés aux taxes foncières municipales.

The delays for prescription, the charges attached to such taxes, and the rights and obligations of persons with respect to such taxes shall be the same as those attached to municipal real estate taxes.

**Manière de percevoir.** « **636.** Toute corporation municipale doit percevoir le montant de la taxe des particuliers et celui de la taxe des corporations de la même manière et avec les

**"636.** Every municipal corporation must collect the amount of the tax on individuals and that of the tax on corporations in the same manner and with the



mêmes droits et obligations que pour la perception de ses propres taxes foncières; elle peut les percevoir au moment qu'elle juge opportun durant l'année scolaire.

same rights and obligations as for the collection of its own real estate taxes; it may collect them during the school year at the time it considers expedient.

**Remise.** « **637.** Toute corporation municipale doit remettre au Conseil le montant de la taxe des particuliers et de la taxe des corporations; cette remise se fait, nonobstant les dispositions de toute loi régissant la corporation municipale et sans égard à la perception de ces taxes, en deux versements, l'un de 60%, le 1<sup>er</sup> novembre de l'année scolaire à laquelle s'appliquent ces taxes, et le solde, le 1<sup>er</sup> février suivant.

« **637.** Every municipal corporation shall remit the amount of the tax on individuals and of the tax on corporations to the Council; notwithstanding the provisions of any act governing such municipal corporations and regardless of the collection of such taxes, such remittance shall be made in two instalments, one of 60% on the 1st of November of the school year to which such taxes apply, and the balance on the ensuing 1st of February. Remittance.

**Recouvrement.** Le Conseil peut recouvrer chacun desdits versements devant toute cour de juridiction civile compétente.

The Council may recover each such instalment before any court of competent civil jurisdiction. Recovery.

**Intérêt.** Tout arriéré de versements dû au Conseil par une corporation municipale porte intérêt à un taux égal au taux maximum fixé en vertu de l'article 49 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (chap. 171), à compter de l'adoption de l'arrêté en conseil qui fixe le taux maximum.

Any arrears of instalments owing to the Council by a municipal corporation shall bear interest at a rate equal to the maximum rate fixed under section 49 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Chap. 171), from the adopting of the order in council which fixes the maximum rate. Interest.

**Emprunt.** La corporation municipale est autorisée à emprunter tout montant suffisant pour effectuer ces versements à échéance; le principal de l'emprunt doit être remboursé à même le produit des taxes scolaires.

A municipal corporation is authorized to borrow any amount sufficient to pay such instalments when they fall due; the principal of the loan shall be repaid out of the proceeds of the school taxes. Loan.

**Surtaxe.** « **638.** Il est imposé une surtaxe sur tout immeuble faisant partie de la catégorie no 1 et dont l'évaluation établie en vertu de l'article 632 excède \$100,000.

« **638.** A surtax shall be levied upon every immovable belonging to class No. 1 the assessment of which, established under section 632, exceeds \$100,000. Surtax.

**Base.** La surtaxe porte sur l'excédent de cette somme de \$100,000.

The surtax shall affect the excess over such amount of \$100,000. Base.

**Taux.** Le taux de cette surtaxe est égal à l'excédent du taux applicable aux immeubles de la catégorie no 2 sur le taux applicable aux immeubles de la catégorie no 1.

The rate of such surtax shall be equal to the excess of the rate applicable to immovables of class No. 2 over the rate applicable to immovables of class No. 1. Rate.

**Dispositions applicables.** Les articles 635 à 637 s'appliquent à cette surtaxe.

Sections 635 to 637 shall apply to such surtax. Provisions to apply.

**Taxe scolaire.** À toutes fins que de droit, cette surtaxe constitue une taxe scolaire.

For all legal purposes, such surtax shall constitute a school tax. School tax.

**Renseignements du greffier.** « **639.** Le greffier de toute corporation municipale doit donner au Conseil tous les renseignements que celui-ci lui demande par écrit au sujet des taxes scolaires et des contributions ou subventions tenant lieu de taxes scolaires.

« **639.** The clerk of every municipal corporation shall give the Council all the information it requests from him in writing with respect to school taxes and contributions or grants in lieu of school taxes. Information from clerk.

Païement.	« 610. Nonobstant toute loi contraire, les contributions ou subventions qui tiennent lieu des taxes scolaires doivent être versées au Conseil. Les sommes ainsi perçues par une corporation municipale doivent être versées au Conseil dans les quinze jours de leur réception.	« 610. Notwithstanding any law to the contrary, contributions or grants in lieu of school taxes must be paid to the Council. The amounts collected in this manner by a municipal corporation must be paid to the Council within fifteen days of receipt.	Payment.
Substitution.	Aux fins des articles 100 et 101 de la Loi sur l'évaluation foncière, le Conseil est substitué à la commission scolaire.	For the purposes of sections 100 and 101 of the Real Estate Assessment Act, the Council shall be substituted for the school board.	Substitution.
Remise.	Les taxes scolaires perçues suivant les articles 102 à 106 de ladite loi doivent être remises au Conseil.	The school taxes collected in accordance with sections 102 to 106 of the said act must be remitted to the Council.	Remittance.
Montants additionnels, etc.	« 641. Tout montant additionnel dû par un contribuable par suite de l'application de l'article 86 de la Loi sur l'évaluation foncière ou par suite de la décision finale rendue relativement à une contestation doit être remis au Conseil par la corporation municipale dans les quinze jours de sa réception. De même, tout montant remboursé à un contribuable par suite des circonstances susdites doit être remis à la corporation municipale par le Conseil dans les quinze jours d'un avis de cette dernière à cet effet. Tout arriéré dans les remises prévues au présent article porte intérêt de la façon indiquée à l'article 637.	« 641. Any additional amount owed by a taxpayer as the result of the application of section 86 of the Real Estate Assessment Act or as the result of a final decision rendered in respect of a contestation shall be paid to the Council by the municipal corporation within fifteen days of receipt. Similarly, every amount reimbursed to a taxpayer as the result of the abovementioned circumstances shall be repaid to the municipal corporation by the Council within fifteen days of a notice to that effect from the corporation. All arrears in payments provided for in this section shall bear interest in the manner indicated in section 637.	Additional amounts, etc.
Substitution.	« 642. Les taxes scolaires visées aux articles 633 et suivants sont substituées à toutes autres taxes ou cotisations scolaires et les remplacent.	« 642. The school taxes contemplated in sections 633 and following shall be substituted for all other school taxes or assessments and shall replace them.	Substitution.
Taxe spéciale.	Nonobstant l'alinéa précédent, toute taxe spéciale additionnelle visée par l'article 54a, qui s'applique <i>mutatis mutandis</i> à toute commission scolaire résultant ou non d'une fusion ou d'une annexion, s'ajoute aux taxes scolaires imposées conformément à la présente section. Cependant, seuls les immeubles faisant partie de la catégorie no 1 dans le territoire affecté sont assujettis à cette taxe spéciale additionnelle; de plus, les immeubles faisant partie de la catégorie no 2 dans le territoire affecté et visé au dernier alinéa de l'article 634, sont, pour une période n'excédant pas celle qui y est mentionnée, assujettis à cette taxe spéciale additionnelle. Le produit de cette taxe appartient exclusivement à la commission scolaire concernée.	Notwithstanding the preceding paragraph, every additional special tax contemplated by section 54a, which applies <i>mutatis mutandis</i> to every school board whether resulting or not from a union or annexation, shall be added to the school taxes levied in accordance with this division. However, only the immoveables belonging to class No. 1 in the territory affected shall be subject to such additional special tax; moreover, the immoveables belonging to class No. 2 in the territory affected and contemplated in the last paragraph of section 634 shall for a period not exceeding that mentioned therein, be subject to that additional special tax. The proceeds of such tax shall belong exclusively to the school board concerned.	Special tax.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

Pour l'imposition de cette taxe spéciale additionnelle, la commission scolaire concernée se conforme aux articles 624 à 632, 634 et 635 qui s'appliquent alors à elle *mutatis mutandis*; dans ce cas, la corporation municipale concernée est assujettie *mutatis mutandis* aux articles 636, 637 et 639.

For the levy of such additional special tax, the school board concerned shall comply with sections 624 to 632, 634 and 635 which then apply to it *mutatis mutandis*; in such case, the municipal corporation concerned shall be subject *mutatis mutandis* to sections 636, 637 and 639.

Provisions  
to apply.

Substitu-  
tion.

Aux fins de l'alinéa précédent, la commission scolaire est substituée au Conseil pour l'application des articles y mentionnés.

For the purposes of the preceding paragraph, the school board shall be substituted for the Council for the application of the sections mentioned therein.

Substitu-  
tion.

Exemp-  
tion.

« 643. Les immeubles du Conseil sont exempts de taxes foncières mais peuvent être assujettis à une compensation pour les services municipaux, de la même façon que les immeubles appartenant à des commissions scolaires. »

“643. The immoveables of the Council are exempt from real estate tax but may be subject to compensation for municipal services in the same manner as immoveables belonging to school boards.”

Exemp-  
tion.

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

#### TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

### § 1. Définitions

### § 1. Definitions

Interpré-  
tation:

5. Pour les fins des dispositions transitoires et finales, les expressions et mots suivants signifient:

5. For the purposes of the transitional and final provisions, the following expressions and words mean:

« Con-  
seil »;

a) « Conseil »: le Conseil scolaire de l'île de Montréal institué par l'article 582 de la Loi de l'instruction publique;

(a) “Council”: the School Council of the island of Montreal established by section 582 of the Education Act;

« île de  
Montréal »;

b) « île de Montréal »: l'ensemble des municipalités scolaires formées en vertu de l'article 1 de la présente loi;

(b) “island of Montreal”: all the school municipalities established under section 1 of this act;

« commis-  
sion sco-  
laire exis-  
tante »;

c) « commission scolaire existante »: toute corporation scolaire et toute commission régionale, y compris le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, qui, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1973, a autorité dans un territoire situé sur l'île de Montréal;

(c) “existing school board”: every school corporation and regional board, including the Protestant School Board of Greater Montreal, which until the 1st of July 1973 has authority in a territory situated on the island of Montreal;

“island of  
Mont-  
real”;

“existing  
school  
board”;

« commis-  
sion sco-  
laire nou-  
velle »;

d) « commission scolaire nouvelle »: toute corporation scolaire visée à l'article 2 de la présente loi;

(d) “new school board”: every school corporation contemplated in section 2 of this act;

« minis-  
tre ».

e) « ministre »: le ministre de l'éducation.

(e) “Minister”: the Minister of Education.

Référence.

Une référence aux articles 581 à 643 de la Loi de l'instruction publique signifie une référence à ces articles tels qu'ils sont édictés par la présente loi.

A reference to sections 581 to 643 of the Education Act means a reference to such sections as enacted by this act.

Reference.

### § 2. Le Conseil

### § 2. The Council

Composi-  
tion.

6. Jusqu'au moment de la désignation et de la nomination de tous les membres du Conseil suivant l'article 585 de la Loi

6. Until all the members of the Council are designated and appointed under section 585 of the Education Act, the

Composi-  
tion.

de l'instruction publique, le Conseil est composé provisoirement de dix-sept membres désignés de la façon suivante:

a) six personnes choisies par La Commission des écoles catholiques de Montréal parmi ses membres;

b) deux personnes choisies par le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal parmi ses membres;

c) une personne choisie par la Commission des écoles catholiques de Verdun parmi ses membres;

d) quatre personnes choisies par et parmi les membres des commissions scolaires suivantes, à raison d'une personne par groupe suivant:

*groupe 1:* les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ville d'Anjou, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Montréal-Est, la commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Léonard de Port-Maurice, la Commission scolaire régionale Le Royer;

*groupe 2:* la commission des écoles catholiques de la Cité de Dorval, la commission scolaire Baldwin-Cartier, les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Anne-de-Bellevue, les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Île Bizard;

*groupe 3:* les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, la commission des écoles catholiques de La Salle, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Pierre-aux-Liens;

*groupe 4:* la commission des écoles catholiques de Saint-Laurent, la commission des écoles catholiques de Mont-Royal, les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Outremont;

e) une personne choisie par et parmi les membres des commissions scolaires suivantes: la commission scolaire régionale Lakeshore, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Baie d'Urfé-Senneville, les commissaires d'écoles pour la municipalité de West-Island et la commission scolaire Harwood;

f) trois personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre qui effectue les consultations appropriées; ces personnes

Council shall provisionally consist of seventeen members designated in the following manner:

(a) six persons chosen by the Montreal Catholic School Commission from among its members;

(b) two persons chosen by the Protestant School Board of Greater Montreal from among its members;

(c) one person chosen by the Verdun Catholic School Commission from among its members;

(d) four persons chosen by and from among the members of the following school boards, one person being chosen from each of the following groups:

*group 1:* the school commissioners for the municipality of the town of Anjou, the school commissioners for the municipality of Montreal-East, the Pointe-aux-Trembles Catholic School Commission, the school commissioners for the municipality of Saint-Léonard de Port-Maurice, the Le Royer Regional School Board;

*group 2:* the City of Dorval Catholic School Commission, the Baldwin-Cartier school commission, the school commissioners for the municipality of the village of Sainte-Anne-de-Bellevue, the school commissioners for the municipality of Île Bizard;

*group 3:* the school commissioners for the municipality of the city of Lachine, the school commissioners for the municipality of Très-Saint-Sacrement, the La Salle Catholic School Commission, the school commissioners for the municipality of Saint-Pierre-aux-Liens;

*group 4:* the Saint-Laurent Catholic School Commission, the Mount-Royal Catholic School Commission, the school commissioners for the municipality of Outremont;

(e) one person chosen by and from among the members of the following school boards: The Lakeshore Regional School Board, the school commissioners for the municipality of Baie d'Urfé-Senneville, the school commissioners for the municipality of West Island and the Harwood School Board;

(f) three persons appointed by the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Minister who shall hold the appropriate consultations; such



doivent être domiciliées dans l'île de Montréal.

Convoca-  
tion.

La convocation des membres des commissions scolaires visées au paragraphe *d* et celle des membres des commissions scolaires visées au paragraphe *e* se font par la personne nommée par écrit à cette fin par le ministre au moyen d'un avis spécial d'au moins sept jours francs, signifié conformément aux articles 305 et suivants de la Loi de l'instruction publique.

Substitut.

Toute commission scolaire existante ou tout groupe de commissions scolaires existantes qui ne compte qu'un membre au Conseil peut désigner un substitut au Conseil de la façon et pour la durée de la période visées aux alinéas précédents; le troisième alinéa de l'article 585 de la Loi de l'instruction publique s'applique *mutatis mutandis* à ce substitut.

Procédure  
à défaut  
de choix.

À défaut par les commissions scolaires existantes visées aux paragraphes *a* à *e* de procéder au choix des personnes y mentionnées dans les trente jours qui suivent la sanction de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, fait les nominations requises parmi les membres des commissions scolaires concernées.

Vacance.

Toute vacance est comblée de la même façon, par l'autorité qui a choisi ou nommé le membre dont le siège est devenu vacant, mais seulement pour la durée non écoulée de la période mentionnée au premier alinéa. À défaut par l'autorité concernée de faire le remplacement dans les trente jours de la vacance, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, faire la nomination parmi les membres des commissions scolaires concernées.

Président,  
vice-  
président.

Pour la durée de la période mentionnée au premier alinéa, les membres du Conseil procèdent, sur convocation faite suivant le deuxième alinéa, à la désignation du président et du vice-président et à cette fin, l'article 603 de la Loi de l'instruction publique s'applique *mutatis mutandis*.

Première  
réunion.

Aux fins de cet article 603, pour la première réunion des membres du Conseil visés à l'article 585 de la Loi de l'instruction publique, la convocation se fait, *mutatis mutandis*, selon le deuxième alinéa du présent article.

persons must be domiciled on the island of Montreal.

The calling of the members of the school boards contemplated in paragraph *d* and that of the members of the school boards contemplated in paragraph *e* shall be by the person appointed in writing for such purpose by the Minister by a special notice of at least seven clear days, served in accordance with sections 305 and following of the Education Act.

Every existing school board or every group of existing school boards having only one member on the Council may designate a substitute to the Council in the manner and for the period contemplated in the preceding paragraphs; the third paragraph of section 585 of the Education Act applies *mutatis mutandis* to such substitute.

If the existing school boards contemplated in paragraphs *a* to *e* fail to choose the persons mentioned therein within thirty days of sanction of this act, the Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister, shall make the required appointments from among the members of the school boards concerned.

Every vacancy shall be filled in the same manner, by the authority which has chosen or appointed the member whose seat has become vacant, but only for the unexpired portion of the period mentioned in the first paragraph. If the authority concerned fails to make the replacement within thirty days of the vacancy, the Lieutenant-Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make the appointment from among the members of the school boards concerned.

For the period mentioned in the first paragraph, the members of the Council, having been called in accordance with the second paragraph shall designate the president and vice-president and for that purpose, section 603 of the Education Act applies *mutatis mutandis*.

For the purposes of such section 603, the calling of the first sitting of the members of the Council contemplated in section 585 of the Education Act shall be carried out, *mutatis mutandis*, according to the second paragraph of this section.

Fonctions. 7. Le Conseil a pour fonction, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1973, de prendre les mesures nécessaires pour faciliter l'application de la présente loi.

Idem. Il doit notamment, à cette fin,  
 a) assurer la coordination nécessaire dans les travaux des comités d'implantation visés à l'article 11 de la présente loi; statuer, le cas échéant, sur tout différend pouvant survenir dans l'application des paragraphes *a* et *b* de cet article 11 entre, d'une part, une commission scolaire existante dont une portion de territoire est rattachée au territoire d'une commission scolaire nouvelle et, d'autre part, le comité d'implantation de cette commission scolaire nouvelle, à la demande de l'une ou l'autre de ces parties;

b) élaborer, le cas échéant, en collaboration avec les comités d'implantation, un plan de répartition des actifs et des passifs des commissions scolaires existantes entre lui-même et les commissions scolaires nouvelles;

c) dresser, en collaboration avec les comités d'implantation, et tout en effectuant les consultations appropriées auprès des associations les plus représentatives des cadres et des associations accréditées des employés concernés, un plan d'intégration du personnel des commissions scolaires existantes, répartissant ce personnel entre le Conseil et les commissions scolaires nouvelles;

d) préparer le budget de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette du Conseil pour l'année scolaire 1973/1974 selon l'article 600 de la Loi de l'instruction publique, comprenant les prévisions budgétaires des commissions scolaires nouvelles qu'il aura approuvées pour cette même année et le soumettre à l'approbation du ministre avant la date fixée par ce dernier;

e) se prévaloir des articles 624 à 643 de la Loi de l'instruction publique pour les fins de l'année scolaire 1973/1974;

f) exercer les pouvoirs et remplir les devoirs qui lui sont conférés par les dispositions de la présente loi qui lui sont applicables;

g) engager, à titre provisoire, le personnel requis pour l'application du présent article et, notamment, retenir les services d'un directeur général *pro tempore*.

7. The function of the Council, until the 1st of July 1973, shall be to take the necessary measures to facilitate the application of this act.

For such purpose, it must in particular:

(a) ensure the necessary coordination in the work of the founding committees contemplated in section 11 of this act; decide, as the case may be, any dispute that may arise in the application of paragraphs *a* and *b* of section 11, between an existing school board whose territory is partly attached to that of a new school board, and the founding committee of such new school board, upon application by either party;

(b) prepare, if necessary, in cooperation with the founding committees, a plan for the apportionment of the assets and liabilities of the existing school boards between itself and the new school boards;

(c) prepare, in co-operation with the founding committees, while holding the appropriate consultations with the most representative associations of the senior staff and the certified associations of the employees concerned, a plan for integration of the staff of the existing school boards, apportioning such staff between the Council and the new school boards;

(d) prepare the operating, investment and debt service budget of the Council for the 1973/1974 school year, in accordance with section 600 of the Education Act, including the budgetary estimates of the new school boards approved by it for that same year and submit it for the approval of the Minister before the date fixed by him;

(e) avail itself of sections 624 to 643 of the Education Act for the purposes of the 1973/1974 school year;

(f) exercise the powers and fulfil the duties conferred upon it by those provisions of this act which apply to it;

(g) engage, provisionally, the staff required for the application of this section and, in particular, retain the services of an interim director-general.

Sommes  
requises.

8. Pour l'année scolaire 1972/1973, les deniers requis pour les fins du Conseil sont pris à même les sommes que les commissions scolaires existantes doivent lui verser ou réserver pour cette fin; ces sommes sont déterminées par le Conseil avec l'approbation du ministre et doivent être prises dans le budget de ces commissions scolaires pour l'année scolaire 1972/1973, amendé selon les modalités déterminées par le ministre qui peut également déterminer les modalités suivant lesquelles s'effectuera l'acquittement des sommes dues par les commissions scolaires existantes au Conseil.

### § 3.- Commissions scolaires

Comité  
d'implan-  
tation.

9. Un comité d'implantation est constitué pour chaque commission scolaire nouvelle.

Idem.

Toutefois, La Commission des écoles catholiques de Montréal, pour la municipalité scolaire visée au paragraphe 1 de l'annexe A, la Commission des écoles catholiques de Verdun, pour la municipalité scolaire visée au paragraphe 6 de l'annexe A, le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, pour la municipalité scolaire visée au paragraphe 1 de l'annexe B, et la commission scolaire régionale de Lakeshore, pour la municipalité scolaire visée au paragraphe 2 de l'annexe B agissent respectivement comme comité d'implantation; le reste du présent article et l'article 10 de la présente loi ne leur sont pas applicables, mais les autres articles concernant les comités d'implantation s'appliquent *mutatis mutandis*.

Membres.

Les commissaires d'écoles en fonction dans les commissions scolaires existantes ayant juridiction dans l'un ou l'autre des territoires des municipalités scolaires visées à l'annexe A doivent, dans les trente jours qui suivent la sanction de la présente loi, nommer les membres du comité d'implantation.

Composi-  
tion.

Le comité d'implantation est composé de cinq à neuf commissaires d'écoles.

Nombre  
de  
membres.

Il appartient à chaque groupe de commissaires d'écoles concernés de s'entendre sur le nombre de membres du comité d'implantation et sur le mode de représentation pour en désigner les membres. Si une formule de représentation particulière

8. For the 1972/1973 school year, the moneys required for the purposes of the Council shall be taken out of the amounts the existing school boards must pay to it or reserve for that purpose; such amounts shall be determined by the Council with the approval of the Minister and must be taken from the budget of such school boards for the 1972/1973 school year, amended in accordance with the terms and conditions determined by the Minister, who may also fix the terms and conditions according to which the amounts owing by the existing school boards shall be paid to the Council.

Moneys  
for  
Council.

### § 3. School boards

9. A founding committee is constituted for each new school board.

Founding  
commit-  
tee.

However, the Montreal Catholic School Commission, for the school municipality contemplated in paragraph 1 of Schedule A, the Verdun Catholic School Commission, for the school municipality contemplated in paragraph 6 of Schedule A, the Protestant School Board of Greater Montreal, for the school municipality contemplated in paragraph 1 of Schedule B, and the Lakeshore Regional School Board, for the school municipality contemplated in paragraph 2 of Schedule B, shall act as founding committee respectively; the remainder of this section and section 10 of this act do not apply to them, but the other sections regarding the founding committees apply *mutatis mutandis*.

Idem.

The school commissioners in office on the existing school boards having jurisdiction in any of the territories of the school municipalities contemplated in Schedule A must, within the thirty days following the sanction of this act, appoint the members of the founding committee.

Members.

The founding committee shall be composed of five to nine school commissioners.

Composi-  
tion.

It shall be the duty of each group of school commissioners concerned to agree on the number of members of the founding committee and on the mode of representation for designating its members. If their particular formula of representation has

Number  
of  
members.

a été convenue mais que la désignation des membres n'a pas été complétée dans le délai prescrit par l'une ou l'autre des commissions scolaires existantes, le ministre y pourvoit sans délai en respectant, *mutatis mutandis*, la formule convenue.

Procédure  
à défaut  
d'entente.

À défaut par les commissaires d'écoles concernés de parvenir à s'entendre sur une formule de représentation particulière au plus tard sept jours avant le délai prescrit pour la constitution du comité d'implantation, celui-ci est constitué de sept commissaires sauf dans le cas de la municipalité scolaire visée au paragraphe 3 de l'annexe A où le nombre de commissaires sera de neuf, selon la formule qui suit et chaque commission scolaire existante procède à la désignation du ou des membres auxquels elle a droit avant l'expiration du délai:

1. Chaque commission scolaire existante nomme un ou des commissaires en nombre déterminé proportionnellement au nombre d'élèves inscrits le 30 septembre 1972 dans les écoles sous sa juridiction et domiciliés dans le territoire de la commission scolaire nouvelle; le calcul se fait en accordant à chaque commission scolaire existante un nombre de commissaires égal au produit suivant, sans égard aux fractions:

nombre d'élèves relevant de la commission scolaire existante dans le nouveau territoire divisé par le nombre total d'élèves de toutes les commissions scolaires existantes dans le nouveau territoire et multiplié par le nombre total de commissaires composant le comité.

2. Si, par suite du calcul précédent, le nombre de commissaires du comité d'implantation n'est pas atteint et s'il est des commissions scolaires existantes qui n'ont pas ainsi eu droit à un commissaire, il est accordé, en commençant par les commissions scolaires existantes qui ont le plus grand nombre d'élèves inscrits parmi celles qui n'ont pas ainsi eu droit à un commissaire, un commissaire par telle commission scolaire jusqu'à concurrence du nombre total de commissaires du comité d'implantation.

3. Si par suite de l'application du paragraphe précédent, le nombre total de commissaires du comité d'implantation

been agreed upon but the designation of the members has not been completed within the delay prescribed by any of the existing school boards, the Minister shall provide for it forthwith, observing, *mutatis mutandis*, the formula agreed upon.

If the school commissioners concerned fail to agree upon their particular formula of representation not later than seven days before the delay prescribed for constituting the founding committee, it shall be constituted of seven commissioners except in the case of the school municipality contemplated in paragraph 3 of Schedule A, where there shall be nine commissioners, in accordance with the formula that follows, and each existing school board shall then designate the member or members to which it is entitled before the delay expires:

Procédure  
on failure  
to agree.

(1) Each existing school board shall appoint one or more commissioners in such number as is determined in proportion to the number of pupils enrolled on the 30th of September 1972 in the schools under its jurisdiction and domiciled in the territory of the new school board; the computation shall be made by allotting to each existing school board a number of commissioners equal to the product of the following, disregarding fractions:

the number of pupils under the jurisdiction of the existing school board in the new territory divided by the total number of pupils in all the existing school boards in the new territory, multiplied by the total number of commissioners on the committee.

(2) If, as a result of the preceding computation, the number of commissioners of the founding committee is not attained and if there are existing school boards which have not so been entitled to a commissioner, there shall be allotted, beginning with the existing school boards which have the largest number of pupils enrolled and which are not so entitled to a commissioner, one commissioner for each such school board, and so on until the total number of commissioners of the founding committee is attained.

(3) If as a result of the application of the preceding paragraph, the total number of commissioners of the founding commit-



n'est pas atteint, il est accordé, en tenant compte des fractions ignorées au paragraphe 1 et en commençant par les commissions scolaires existantes qui ont eu droit à au moins un commissaire en vertu de ce même paragraphe et qui détenaient les plus importantes fractions, un commissaire par telle commission scolaire jusqu'à ce que le nombre total de commissaires du comité d'implantation soit atteint.

4. Le nombre total des commissaires d'une commission scolaire existante nommés au comité d'implantation ne peut pas excéder le nombre total des commissaires à cette commission scolaire.

Formation  
par  
ministre.

Si, dans le délai fixé ci-haut, la formation du comité d'implantation n'a pas été complétée par l'une ou l'autre des commissions scolaires existantes, le ministre y pourvoit sans délai en appliquant, *mutatis mutandis*, la formule décrite dans le présent article.

Corporation  
instituée.

**10.** Pour les fins des dispositions transitoires, les membres de chaque comité d'implantation forment une corporation au sens du Code civil sous le nom de « Le Comité d'implantation de (*inscrire le nom de la commission scolaire nouvelle*) »; les articles 6 à 9 et 193 à 202 de la Loi de l'instruction publique s'appliquent, *mutatis mutandis*, au comité d'implantation qui doit de plus élire, à sa première séance ou dans les 15 jours qui suivent, un président parmi ses membres; à défaut, il est nommé par le ministre parmi ces membres.

Cessation.

Tout comité d'implantation cesse d'exister le 30 juin 1973.

Devoirs.

**11.** Chaque comité d'implantation prend, jusqu'au 30 juin 1973, les mesures préparatoires nécessaires pour assurer la mise en place et le bon fonctionnement de la commission scolaire nouvelle créée dans son territoire.

Idem.

Il doit notamment, à cette fin:

a) procéder, en collaboration avec les commissions scolaires existantes ayant juridiction sur le territoire de la commission scolaire nouvelle, à l'inventaire des actifs et des passifs de chacune d'elles en vue de l'application des articles 54 et 54a de la Loi de l'instruction publique et, dans le cas où une commission scolaire existante a juridiction à l'extérieur de ce

territoire, there shall be allotted, taking into account the fractions disregarded in paragraph 1 and beginning with the existing school boards which have been entitled to at least one commissioner under that paragraph and which have the largest fractions, one commissioner for each such school board until the total number of commissioners of the founding committee is attained.

(4) The total number of commissioners of an existing school board appointed to the founding committee shall not exceed the total number of commissioners on that school board.

If, within the delay fixed hereinabove, the formation of the founding committee has not been completed by any of the existing school boards, the Minister shall provide for it forthwith by applying, *mutatis mutandis*, the formula described in this section.

Minister  
to act.

**10.** For the purposes of the transitional provisions, the members of each founding committee shall be a corporation within the meaning of the Civil Code called "The founding committee of (*enter the name of the new school board*)"; sections 6 to 9 and 193 to 202 of the Education Act apply, *mutatis mutandis*, to the founding committee, which must also elect, at its first meeting or within the 15 days following, a chairman from among its members; otherwise, he shall be appointed by the Minister from among such members.

Corporation  
established.

Name.

Every founding committee shall cease to exist on the 30th of June 1973.

Cessation.

**11.** Each founding committee shall take, until the 30th of June 1973, the necessary preparatory steps to ensure the establishment and proper operation of the new school board created in its territory.

Duties.

For such purpose, it must in particular:

Idem.

(a) make, in cooperation with the existing school boards having jurisdiction over the territory of the new school board, an inventory of the assets and liabilities of each of them with a view to the application of sections 54 and 54a of the Education Act and, when an existing school board has jurisdiction outside such territory, prepare a plan for the apportion-

territoire, élaborer un plan de répartition de son actif et de son passif entre les juridictions nouvelles concernées;

b) dresser, en collaboration avec les commissions scolaires existantes, un plan d'intégration de leur personnel au sein de la commission scolaire nouvelle et effectuer les consultations appropriées, auprès des associations les plus représentatives des cadres et des associations accréditées des autres employés de ces commissions scolaires;

c) préparer, en collaboration avec les commissions scolaires existantes, le budget de la commission scolaire nouvelle pour l'année scolaire 1973/1974 et le soumettre au Conseil selon l'article 621 de la Loi de l'instruction publique;

d) préparer l'élection scolaire de juin 1973 pour la commission scolaire nouvelle. À cette fin et sous réserve de l'article 618 de la Loi de l'instruction publique, les articles 95 à 183, 616 et 617 de ladite loi s'appliquent, *mutatis mutandis*, soit au comité d'implantation pour les dispositions applicables aux commissaires d'écoles, soit au directeur général *pro tempore*, pour les dispositions applicables au secrétaire-trésorier;

e) collaborer avec le Conseil aux fins de l'article 7 de la présente loi;

f) engager à titre provisoire le personnel requis pour l'application du présent article et notamment retenir les services d'un directeur général *pro tempore*.

Commissions liées par actes.

**12.** Les actes posés par un comité d'implantation ou le Conseil lient chaque commission scolaire nouvelle comme si celle-ci les avaient posés elle-même; l'actif et le passif d'un comité d'implantation deviennent, le 1<sup>er</sup> juillet 1973, l'actif et le passif de la commission scolaire nouvelle.

Sommes requises.

**13.** Les deniers requis pour les fins du comité d'implantation sont pris à même les sommes que les commissions scolaires existantes doivent lui verser ou réserver pour cette fin; ces sommes sont déterminées par le comité d'implantation avec l'approbation du ministre et doivent être prises pour les commissions scolaires existantes dans leur budget de l'année scolaire 1972/1973, amendé selon les modalités déterminées par le ministre qui peut

ment of its assets and liabilities among the new jurisdictions concerned;

(b) prepare, in cooperation with the existing school boards, a plan for integrating their staff into the new school board and hold the appropriate consultations with the associations most representative of the senior staff and of the certified associations of the other employees of such school boards;

(c) prepare, in cooperation with the existing school boards, the budget of the new school board for the 1973/1974 school year and submit it to the Council in accordance with section 621 of the Education Act;

(d) prepare for the school elections of June 1973 for the new school board. For such purpose and subject to section 618 of the Education Act, sections 95 to 183, 616 and 617 of the said act apply, *mutatis mutandis*, either to the founding committee as regards the provisions applicable to school commissioners, or to the interim director-general, as regards the provisions applicable to the secretary-treasurer;

(e) cooperate with the Council for the purposes of section 7 of this act;

(f) engage provisionally the staff required to apply this section and, in particular, retain the services of an interim director-general.

**12.** Acts done by a founding committee or the Council shall bind each new school board as if the latter had done them; the assets and liabilities of a founding committee shall become, on the 1st of July 1973, the assets and liabilities of the new school board.

Acts binding.

**13.** The moneys required for the purposes of the founding committee shall be taken out of the amounts the existing school boards must pay to it or reserve for such purposes; such amounts shall be determined by the founding committee with the approval of the Minister and must be taken for the existing school boards out of their budget for the school year 1972/1973, amended in accordance with the terms and conditions determined

Moneys.

également déterminer les modalités suivant lesquelles s'effectuera l'acquittement des sommes dues par les commissions scolaires existantes au comité d'implantation.

Commissions nouvelles.

**14.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1973, exercer les pouvoirs prévus à l'article 90 de la Loi de l'instruction publique pour les commissions scolaires nouvelles visées aux paragraphes 2 à 5 de l'annexe A, en agissant sur la recommandation du comité d'implantation, mais un arrêté adopté à cette fin n'a d'effet qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973.

Mandat.

**15.** Le mandat des commissaires d'écoles ou membres des commissions scolaires existantes qui sont en fonction le 30 juin 1973 expire au plus tard à cette date. Le mandat des commissaires d'écoles ou membres des commissions scolaires qui expire entre le 1<sup>er</sup> janvier 1973 et le 30 juin 1973 est prolongé jusqu'au 30 juin 1973.

Élection.

Il est procédé en juin 1973 à l'élection des commissaires d'écoles visés à l'article 616 de la Loi de l'instruction publique conformément au paragraphe *d* de l'article 11 de la présente loi.

Idem.

Nonobstant toute disposition contraire des articles visés par le paragraphe *d* de l'article 11, pour les fins de l'élection visée à l'alinéa précédent,

*a*) le nombre de commissaires est déterminé au plus tard le 22 février 1973;

*b*) le jour de la votation est fixé au 18 juin 1973;

*c*) le comité d'implantation peut prendre toutes les mesures nécessaires à la préparation et à la publicité de la liste des électeurs; ces mesures peuvent notamment comprendre:

1. l'établissement, l'organisation et les modalités d'application d'un système d'énumération des électeurs;

2. la nomination d'énumérateurs effectuée conjointement avec tout autre comité d'implantation du même territoire;

3. l'établissement de la procédure à suivre par les énumérateurs;

4. les modalités de publication de la liste des électeurs.

by the Minister, who may also determine the terms and conditions of payment of the amounts due by the existing school boards to the founding committee.

**14.** The Lieutenant-Governor in Council may, before the 1st of July 1973, exercise the powers provided in section 90 of the Education Act for the new school boards contemplated in paragraphs 2 to 5 of Schedule A, acting on the recommendation of the founding committee, but an order made for such purpose shall not have effect until the 1st of July 1973.

**15.** The term of the school commissioners or members of the existing school boards in office on the 30th of June 1973 shall expire not later than that date. The term of the school commissioners or members of school boards which expire between the 1st of January 1973 and the 30th of June 1973 is extended until the 30th of June 1973.

In June 1973 the election of the school commissioners contemplated in section 616 of the Education Act shall take place in accordance with paragraph *d* of section 11 of this act.

Notwithstanding any contrary provision of the sections contemplated by paragraph *d* of section 11, for the purposes of the election contemplated in the preceding paragraph,

*(a)* the number of commissioners shall be determined not later than the 22nd of February 1973;

*(b)* the appointed voting day is the 18th of June 1973;

*(c)* the founding committee may take all the measures necessary for the preparation and publicity of the electoral list; such measures may in particular include:

(1) the establishment, organization and terms and conditions of application of a system of enumeration for the electors;

(2) the appointment of enumerators made jointly with any other founding committee of the same territory;

(3) the establishment of the procedure to be followed by the enumerators;

(4) the terms and conditions of publication of the electoral list.

Rensei-  
gnement.

**16.** Une commission scolaire existante est tenue de fournir au comité d'implantation ou au Conseil tout renseignement qu'il lui demande.

**16.** An existing school board must furnish the founding committee or Council with any information which it requires of it. Information.

Demande  
d'autori-  
sation.

**17.** Une commission scolaire existante doit, chaque fois qu'elle est tenue d'obtenir une autorisation du ministre, transmettre au comité d'implantation et au Conseil une copie de la demande d'autorisation et ces derniers peuvent faire au ministre toute recommandation qu'ils jugent appropriée à ce sujet.

**17.** An existing school board shall, each time it must obtain an authorization from the Minister, send the founding committee and the Council a copy of the application for authorization and such committee or council may make to the Minister any recommendation which it considers appropriate in this respect. Application for authorization.

Obliga-  
tion con-  
tractuelle.

**18.** Aucune commission scolaire existante ne peut valablement contracter une obligation dont l'effet se prolonge après le 1<sup>er</sup> juillet 1973 ou qui a effet après cette date, sans l'assentiment du comité d'implantation et du Conseil, ni retenir les services d'une personne sans cet assentiment.

**18.** No existing school board shall validly contract an obligation the effect of which extends beyond the 1st of July 1973 or which has effect after such date, without the approval of the founding committee and the Council, or retain the services of a person without such approval. Contractual obligation.

Disposi-  
tion non  
applicable.

**19.** L'article 125 de la Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires (1971, chapitre 67) ne s'applique pas aux commissions scolaires nouvelles.

**19.** Section 125 of the Act respecting the regrouping and management of school boards (1971, chapter 67) does not apply to new school boards. Provision not to apply.

Succes-  
sion.

**20.** L'actif et le passif d'une commission scolaire existante deviennent, le 1<sup>er</sup> juillet 1973, l'actif et le passif de la commission scolaire nouvelle qui lui succède ou du Conseil, conformément au plan élaboré par le comité d'implantation et le Conseil suivant les articles 7 et 11 de la présente loi. L'article 54a de la Loi de l'instruction publique s'applique, le cas échéant, *mutatis mutandis* et compte tenu de l'article 642 de ladite loi.

**20.** The assets and liabilities of an existing school board shall become, on the 1st of July 1973, the assets and liabilities of the new school board succeeding it or of the Council, in accordance with the plan prepared by the founding committee and the Council in accordance with sections 7 and 11 of this act. Section 54a of the Education Act applies, as the case may be, *mutatis mutandis* and taking into account section 642 of the said act. Succession.

Idem.

**21.** Nonobstant l'article 20 de la présente loi, la dette obligataire des commissions scolaires existantes devient, le 1<sup>er</sup> juillet 1973, la dette obligataire du Conseil; le principal et les intérêts des obligations émises sont alors à la charge du fonds général du Conseil et des commissions scolaires nouvelles; ces obligations constituent un engagement direct, général et inconditionnel du Conseil et des commissions scolaires nouvelles et prennent rang concurrentement et *pari passu* avec tous les autres engagements généraux du Conseil et des commissions scolaires nouvelles.

**21.** Notwithstanding section 20 of this act, the bonded indebtedness of the existing school boards shall become that of the Council on the 1st of July 1973; the principal and interest on the bonds issued shall then be a charge upon the general fund of the Council and of the new school boards; such bonds shall constitute a direct, general and unconditional undertaking of the Council ranking concurrently and *pari passu* with all other undertakings of the Council and new school boards in respect of loans of money. However, section 12 of the School Boards Grants Act Idem.



relatifs à des emprunts de deniers. Cependant l'article 12 de la Loi des subventions aux commissions scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 237) continue à s'appliquer au Conseil aux lieu et place des commissions scolaires existantes auxquelles il s'est appliqué. L'article 54a de la Loi de l'instruction publique s'applique, le cas échéant, *mutatis mutandis* et compte tenu de l'article 642 de ladite loi.

(Revised Statutes, 1964, chapter 237) shall continue to apply to the Council in the place and stead of the existing school boards to which it has applied. Section 54a of the Education Act applies, as the case may be, *mutatis mutandis* and taking into account section 642 of the said act.

Registre.

**22.** Quant aux obligations visées à l'article 21 de la présente loi qui ont été émises pour les fins d'un emprunt remboursable en monnaie étrangère, le Conseil peut, par résolution, autoriser une personne qu'elle désigne à tenir, en dehors du Québec, à ses lieu et place, un registre devant servir à inscrire les noms, prénoms et adresses des détenteurs originaires ou des cessionnaires de ces obligations, le montant, la date d'émission et le numéro de ces obligations ainsi que la date à laquelle l'inscription y est faite.

**22.** Respecting bonds contemplated in section 21 of this act issued for the purposes of a loan repayable in foreign currency, the Council, by resolution, may authorize the person designated by it to keep, outside the province of Québec, in its place and stead, a register to be used for recording the surnames, given names and addresses of the original holders or of the transferees of such bonds, the amount, date of issue and serial numbers of such bonds and the date when the entry is made in the register.

Dispositions non applicables.

Une telle résolution doit, pour être valide, être approuvée par la Commission municipale du Québec et, dès qu'elle est ainsi approuvée, les articles 23 à 25 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 171) cessent de s'appliquer à l'égard des obligations dont il s'agit et compte tenu de l'article 642 de ladite loi.

Such resolution, to be valid, must be approved by the Québec Municipal Commission, and, upon such approval, sections 23 to 25 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171) shall cease to apply with respect to the bonds in question and taking into account section 642 of the said act.

Provisions not to apply.

Employés transférés

**23.** Les personnes à l'emploi des commissions scolaires existantes le 30 juin 1973 deviennent, le 1<sup>er</sup> juillet 1973, des employés soit du Conseil, soit des commissions scolaires nouvelles, conformément aux plans d'intégration dressés par les comités d'implantation et le Conseil, subordonnément aux droits et obligations des commissions scolaires existantes et de leurs employés, et sous réserve, quant aux salariés au sens du Code du travail et aux associations accréditées pour les représenter, des articles 36 et 37 dudit Code, et quant aux personnes exerçant une fonction pédagogique ou éducative au sens de la Loi de l'instruction publique, des dispositions de cette loi qui les régissent.

**23.** Persons in the employ of the existing school boards on the 30th of June 1973 shall become employees of either the Council or the new school boards on the 1st of July 1973 in accordance with the integration plan prepared by the founding committees and the Council, subject to the rights and obligations of the existing school boards and their employees, and subject, as regards employees within the meaning of the Labour Code and the associations certified to represent them, to sections 36 and 37 of the said Code and, as regards persons holding pedagogical or educational positions within the meaning of the Education Act, to the provisions of such act governing them.

Employees transferred.

Règlements, etc., restent en vigueur.

**24.** Sous réserve des articles 18, 20 et 21 de la présente loi, tous les règlements,

**24.** Subject to sections 18, 20 and 21 of this act, all by-laws, resolutions, orders,

By-laws, etc., remain.

résolutions ou ordonnances, conventions, engagements ou actes, faits, passés ou consentis par les commissions scolaires existantes restent en vigueur et conservent leurs effets légaux, tant qu'ils n'ont pas été annulés ou modifiés par le Conseil ou les commissions scolaires nouvelles, selon le cas, ou tant que leur objet n'a pas été accompli; le Conseil ou les commissions scolaires nouvelles, selon le cas, sont substitués pour ces fins aux commissions scolaires existantes.

Taxes  
imposées  
sur rôle  
en  
vigueur.

**25.** Nonobstant le premier alinéa de l'article 118 de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50), pour les fins de l'année scolaire qui a commencé le 1<sup>er</sup> juillet 1972, les taxes scolaires, dans le territoire de la Communauté urbaine de Montréal, sont imposées sur le rôle d'évaluation en vigueur le 15 mai 1971 pour chaque corporation municipale, tel que modifié par le facteur d'ajustement décrété par la Communauté urbaine de Montréal et, le cas échéant, révisé par la Commission municipale du Québec; de plus, ce rôle d'évaluation doit comprendre les modifications faites par la corporation municipale aux fins de l'année 1971 et les modifications et rectifications faites et à faire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1972 suivant les articles 86, 87, 88 et 110 de la Loi sur l'évaluation foncière.

Toutefois, quant au territoire de la Ville de Montréal, le rôle d'évaluation déposé le 28 février 1972 sert de base à l'imposition des taxes scolaires pour l'année scolaire qui a commencé le 1<sup>er</sup> juillet 1972, compte tenu des modifications et des rectifications visées aux articles 86, 87, 88 et 110 de la Loi sur l'évaluation foncière.

Disposi-  
tions non  
applica-  
bles.

**26.** Les articles 624 à 642 de la Onzième partie de la Loi de l'instruction publique ne s'appliquent pas au territoire de la commission scolaire existante de Harwood. Pour ce territoire, la commission scolaire nouvelle de Lakeshore est régie par les dispositions des autres parties de ladite loi concernant la taxation scolaire.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

Les articles 591, 592 et 600 à 602 de ladite loi et le paragraphe *d* du deuxième alinéa de l'article 7 de la présente loi s'appliquent *mutatis mutandis* quant à ce

agreements, undertakings or deeds made, entered into or passed by the existing school boards shall remain in force and retain their legal effect until annulled or amended by the Council or the new school boards as the case may be or until their object has been attained, and for such purposes the Council or the new school boards as the case may be shall be substituted for the existing school boards.

**25.** Notwithstanding the first para- Taxes levied on roll in force.  
graph of section 118 of the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50), for the purposes of the school year which began on the 1st of July 1972, the school taxes in the territory of the Montreal Urban Community shall be levied on the valuation roll in force on the 15th of May 1971 for each municipal corporation, as amended by the adjustment factor enacted by the Montreal Urban Community and, as the case may be, revised by the Québec Municipal Commission; moreover, such valuation roll must include the alterations made by the municipal corporation for the purposes of the year 1971 and the alterations and corrections made and to be made after the 1st of January 1972 pursuant to sections 86, 87, 88 and 110 of the Real Estate Assessment Act.

However, as to the territory of the City of Montreal, the assessment roll deposited on the 28th of February 1972 shall serve as the basis for the levying of the school taxes for the school year which began on the 1st of July 1972, taking into account the alterations and corrections contemplated in sections 86, 87, 88 and 110 of the Real Estate Assessment Act.

**26.** Sections 624 to 642 of Part XI Provisions not to apply.  
of the Education Act do not apply to the territory of the existing Harwood School Board. In respect of such territory, the new Lakeshore School Board is governed by the provisions of the other Parts of the said act concerning school taxes.

Sections 591, 592 and 600 to 602 of the said act and subparagraph *d* of the second paragraph of section 7 of this act apply *mutatis mutandis* in respect of such terri-

territoire et le Conseil, aux fins des mêmes dispositions, tient compte des sommes résultant de cette taxation scolaire pour ladite commission scolaire nouvelle.

Disposi-  
tions app-  
licables.

Nonobstant l'article 618 de la Loi de l'instruction publique, la commission scolaire nouvelle de Lakeshore est assujettie, quant au territoire de la commission scolaire existante de Harwood, aux articles 237, 238, 367 à 454 et 574 à 579 de ladite loi.

Idem.

Le paragraphe *e* du deuxième alinéa de l'article 7 de la présente loi ne s'applique pas à ce territoire, au sujet duquel le comité d'implantation de la commission scolaire nouvelle de Lakeshore, pour les fins de l'année scolaire 1973/1974, doit appliquer *mutatis mutandis* les articles 237, 238, 367 à 454 et 574 à 579 de la Loi de l'instruction publique.

tory, and the Council for the purposes of such provisions shall take account of the proceeds of such school tax for such new school board.

Notwithstanding section 618 of the Education Act, the new Lakeshore School Board is subject, in respect of the territory of the existing Harwood School Board, to sections 237, 238, 367 to 454 and 574 to 579 of the said act.

Provisions  
to apply.

Subparagraph *e* of the second paragraph of section 7 of this act does not apply to such territory, regarding which the founding committee of the new Lakeshore School Board for the purposes of the school year 1973/1974 shall apply, *mutatis mutandis*, sections 237, 238, 367 to 454 and 574 to 579 of the Education Act.

Idem.

Disposi-  
tions rem-  
placées.

**27.** Sous réserve de l'article 24, la présente loi remplace, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973, toutes les dispositions législatives générales ou spéciales applicables à une commission scolaire existante et relatives aux matières visées par la présente loi. Cependant, les lois spéciales régissant les fonds de pension et les assurances conservent leur effet.

**27.** Subject to section 24, this act replaces, from the 1st of July 1973, all the general or special legislative provisions applicable to an existing school board and relating to the matters contemplated by this act. However, the special acts governing pension funds and insurance shall retain their effect.

Provisions  
replaced.

Disposi-  
tions  
cessent  
d'avoir  
effet.

Sans restreindre la généralité de l'alinéa qui précède, les articles 23 à 33 du chapitre 16 des lois de 1869, l'article 2 du chapitre 38 des lois de 1915, le chapitre 28 des lois de 1916 (2<sup>e</sup> session), le chapitre 37 des lois de 1919, le chapitre 44 des lois de 1922 (2<sup>e</sup> session), le chapitre 45 des lois de 1925 à l'exclusion de l'article 32*a*, l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1929, le chapitre 63 des lois de 1930/1931, les articles 1 à 6 du chapitre 65 des lois de 1937, l'article 4 du chapitre 73 des lois de 1939, les chapitres 80, 81 et 86 des lois de 1947, les articles 1 à 3 du chapitre 80 des lois de 1950, l'article 2 du chapitre 128 des lois de 1956/1957, les articles 1 à 15 du chapitre 53 des lois de 1957/1958, les articles 8 et 9 du chapitre 172 des lois de 1959/1960 et le chapitre 75 des lois de 1964 ainsi que les lois qui les ont amendés ou remplacés cessent d'avoir effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973 par suite de l'application de la présente loi.

Without restricting the generality of the foregoing paragraph, sections 23 to 33 of chapter 16 of the statutes of 1869, section 2 of chapter 38 of the statutes of 1915, chapter 28 of the statutes of 1916 (2nd session), chapter 37 of the statutes of 1919, chapter 44 of the statutes of 1922 (2nd session), chapter 45 of the statutes of 1925 excluding section 32*a*, section 2 of chapter 46 of the statutes of 1929, chapter 63 of the statutes of 1930/1931, sections 1 to 6 of chapter 65 of the statutes of 1937, section 4 of chapter 73 of the statutes of 1939, chapters 80, 81 and 86 of the statutes of 1947, sections 1 to 3 of chapter 80 of the statutes of 1950, section 2 of chapter 128 of the statutes of 1956/1957, sections 1 to 15 of chapter 53 of the statutes of 1957/1958, sections 8 and 9 of chapter 172 of the statutes of 1959/1960 and chapter 75 of the statutes of 1964 and the acts which have amended or replaced them cease to have effect from the 1st of July 1973 as a result of the application of this act.

Provisions  
cease to  
have  
effect.

## DIVERS

## MISCELLANEOUS

S.R., c. 108, a. 12, mod. **28.** L'article 12 de la Loi du crédit agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 108), modifié par l'article 8 du chapitre 41 des lois de 1969, est de nouveau modifié en insérant, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « scolaires », les mots « , le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

R.S., c. 108, s. 12, am. **28.** Section 12 of the Farm Credit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 108), amended by section 8 of chapter 41 of the statutes of 1969, is again amended by inserting after the words "school corporations" in the third line of the first paragraph the words ", the School Council of the island of Montreal".

S.R., c. 141, a. 1, mod. **29.** L'article 1 du Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141), modifié par l'article 76 du chapitre 14 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et par l'article 18 du chapitre 14, l'article 10 du chapitre 20, l'article 2 du chapitre 47 et l'article 1 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin du sous-paragraphe 1<sup>o</sup> du paragraphe *n*, les mots « et le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

R.S., c. 141, s. 1, am. **29.** Section 1 of the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141), amended by section 76 of chapter 14 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 18 of chapter 14, section 10 of chapter 20, section 2 of chapter 47, and section 1 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by adding at the end of subparagraph 1 of paragraph *n* the words "and the School Council of the island of Montreal".

S.R., c. 144, a. 8, mod. **30.** L'article 8 de la Loi du salaire minimum (Statuts refondus, 1964, chapitre 144), est modifié en ajoutant, dans la quatrième ligne du troisième alinéa, après le mot « scolaires », les mots « , le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

R.S., c. 144, s. 8, am. **30.** Section 8 of the Minimum Wage Act (Revised Statutes, 1964, chapter 144) is amended by adding after the word "corporations" in the first and second lines of the third paragraph the words ", the School Council of the island of Montreal".

S.R., c. 159, a. 2, mod. **31.** L'article 2 de la Loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 159), est modifié en ajoutant, à la fin du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, les mots « et le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

R.S., c. 159, s. 2, am. **31.** Section 2 of the Workmen's Compensation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 159) is amended by adding at the end of paragraph *b* of subsection 2 the words "and the School Council of the island of Montreal".

Id., a. 7, mod. **32.** L'article 7 de ladite loi est modifié:

*a)* en ajoutant, dans la quatrième ligne du paragraphe 4, après le mot « scolaire », les mots « ou contre le Conseil scolaire de l'île de Montréal »;

*b)* en ajoutant, dans la dixième ligne du paragraphe 4, après le mot « intéressée », les mots « ou au Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

**32.** Section 7 of the said act is amended:

*(a)* by adding after the word "corporation" in the fourth line of subsection 4 the words "or the School Council of the island of Montreal";

*(b)* by adding after the word "concerned" in the eleventh line of subsection 4 the words "or the School Council of the island of Montreal".

S.R., c. 170, a. 1, mod. **33.** L'article 1 de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus, 1964, chapitre 170), modifié par l'article 1 du chapitre 55 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et par l'article 1 du chapitre 45 des lois de 1970, est de nouveau modifié:

R.S., c. 170, s. 1, am. **33.** Section 1 of the Municipal Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 170), amended by section 1 of chapter 55 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 1 of chapter 45 of the statutes of 1970, is again amended:



a) en retranchant, dans les dixième et onzième lignes du paragraphe 3°, les mots « , sous réserve du dernier alinéa des articles 34 et 92, »;

b) en ajoutant, dans la douzième ligne du paragraphe 3°, après les mots « ne comprend pas », les mots « le Conseil scolaire de l'île de Montréal et les commissions scolaires sous sa juridiction. »;

c) en retranchant les sous-paragraphes a et b du paragraphe 3°.

S.R., c. 170, a. 34, mod. **34.** L'article 34 de ladite loi est modifié en retranchant le dernier alinéa.

Id., a. 92, mod. **35.** L'article 92 de ladite loi est modifié en retranchant le dernier alinéa.

S.R., c. 171, a. 15, mod. **36.** L'article 15 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 171) est modifié en insérant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, après les mots « la régit », les mots « ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

Id., a. 16, mod. **37.** L'article 16 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la septième ligne, après le mot « écoles », les mots: « , le Conseil scolaire de l'île de Montréal, ».

Id., a. 21, mod. **38.** L'article 21 de ladite loi est modifié:

a) en ajoutant, dans la sixième ligne du paragraphe 1°, après le mot « écoles », les mots « , le Conseil scolaire de l'île de Montréal, »;

b) en ajoutant dans la deuxième ligne du paragraphe 2°, après le mot « municipal », les mots « , du Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

Id., a. 23, mod. **39.** L'article 23 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la deuxième ligne, après le mot « scolaire », les mots « ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

Id., a. 25a, mod. **40.** L'article 25a de ladite loi, édicté par l'article 1 du chapitre 50 des lois de 1968, est modifié en ajoutant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le

(a) by striking out the words “, subject to the last paragraph of sections 34 and 92,” in the tenth and eleventh lines of paragraph 3;

(b) by adding after the word “include” in the twelfth line of paragraph 3 the words “the School Council of the island of Montreal and the school boards under its jurisdiction.”;

(c) by striking out subparagraphs a and b of paragraph 3.

**34.** Section 34 of the said act is amended by striking out the last paragraph. R.S., c. 170, s. 34, am.

**35.** Section 92 of the said act is amended by striking out the last paragraph. Id., s. 92, am.

**36.** Section 15 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171) is amended by inserting after the word “governed” in the third line of the first paragraph the words “or the School Council of the island of Montreal”. R.S., c. 171, s. 15, am.

**37.** Section 16 of the said act is amended by adding after the word “trustees” in the seventh line the words “, the School Council of the island of Montreal,”. Id., s. 16, am.

**38.** Section 21 of the said act is amended: Id., s. 21, am.

(a) by adding after the word “trustees” in the sixth line of paragraph 1 the words “, the School Council of the island of Montreal,”;

(b) by adding after the word “council” in the second line of paragraph 2 the words “, of the School Council of the island of Montreal”.

**39.** Section 23 of the said act is amended by adding after the word “corporation” in the first and second lines the words “or the School Council of the island of Montreal”. Id., s. 23, am.

**40.** Section 25a of the said act, enacted by section 1 of chapter 50 of the statutes of 1968, is amended by adding after the word “corporation” in the

mot « scolaire », les mots « ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

second line of the first paragraph the words "or the School Council of the island of Montreal".

S.R., c. 171, a. 35, mod. **41.** L'article 35 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la deuxième ligne, après le mot « scolaire », les mots « ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

R.S., c. 171, s. 35, am. **41.** Section 35 of the said act is amended by adding after the word "corporation" in the first line the words "or the School Council of the island of Montreal".

Id., a. 41, mod. **42.** L'article 41 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la quatrième ligne, après le mot « scolaire », les mots « , ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

Id., s. 41, am. **42.** Section 41 of the said act is amended by adding after the word "board" in the third line the words " , or the School Council of the island of Montreal".

S.R., c. 237, a. 14, mod. **43.** L'article 14 de la Loi des subventions aux commissions scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 237), remplacé par l'article 5 du chapitre 65 des lois de 1966/1967, est modifié en remplaçant dans les quatre premières lignes les mots « La Commission des écoles catholiques de Montréal, le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal » par les mots « Le Conseil scolaire de l'île de Montréal pour les commissions scolaires sous sa juridiction ».

R.S., c. 237, s. 14, am. **43.** Section 14 of the School Boards Grants Act (Revised Statutes, 1964, chapter 237), replaced by section 5 of chapter 65 of the statutes of 1966/1967, is amended by replacing the words "The Montreal Catholic School Commission, the Protestant School Board of Greater Montreal" in the first three lines by the words "The School Council of the island of Montreal for the school boards under its jurisdiction".

S.R., c. 294, a. 7, mod. **44.** L'article 7 de la Loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1964, chapitre 294) est modifié en ajoutant, dans les deuxième et troisième lignes, après le mot « scolaires », les mots « , le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

R.S., c. 294, s. 7, am. **44.** Section 7 of the Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 294) is amended by adding after the word "boards" in the first line the words " , the School Council of the island of Montreal".

Id., a. 40, mod. **45.** L'article 40 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la quatorzième ligne du deuxième alinéa, après le mot « province », les mots « ou du Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

Id., s. 40, am. **45.** Section 40 of the said act is amended by adding after the word "Province" in the thirteenth line of the second paragraph the words "or the School Council of the island of Montreal".

1946, c. 21, a. 1, mod. **46.** L'article 1 de la Loi pour assurer le progrès de l'éducation (1946, chapitre 21), modifié par l'article 1 du chapitre 32 des lois de 1947, est de nouveau modifié en ajoutant à la fin du paragraphe *b* les mots « ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

1946, c. 21, s. 1, am. **46.** Section 1 of the Act to insure the progress of education (1946, chapter 21), amended by section 1 of chapter 32 of the statutes of 1947, is again amended by adding at the end of paragraph *b* the words "or the School Council of the island of Montreal".

1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 23, a. 23, mod. **47.** L'article 23 de la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 23), modifié par l'article 6 du chapitre 27 des lois de 1969, est de nouveau modifié en ajoutant, dans la troisième ligne du premier alinéa, après

1965 (1<sup>st</sup> sess.), c. 23, s. 23, am. **47.** Section 23 of the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund (1965, 1st session, chapter 23), amended by section 6 of chapter 27 of the statutes of 1969, is again amended by adding after the word "Province" in the third line of the

le mot « province », les mots « ou du Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

first paragraph the words "or of the School Council of the island of Montreal".

**1965**  
(1<sup>re</sup> sess.),  
c. 68, a. 1,  
mod.  
**48.** L'article 1 du Régime de retraite des enseignants (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 68), modifié par l'article 1 du chapitre 64 des lois de 1966/1967 et par l'article 1 du chapitre 56 des lois de 1970, est de nouveau modifié en insérant, dans la neuvième ligne du paragraphe *b*, après le mot « Montréal », les mots « , le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

**1965**  
(1<sup>st</sup> sess.),  
c. 68, s. 1,  
am.  
**48.** Section 1 of the Teachers Pension Plan (1965, 1st session, chapter 68), amended by section 1 of chapter 64 of the statutes of 1966/1967 and by section 1 of chapter 56 of the statutes of 1970, is again amended by inserting after the word "Commission" in the seventh line of paragraph *b* the words " , the School Council of the island of Montreal".

**1969,**  
c. 51, a.  
27, mod.  
**49.** L'article 27 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (1969, chapitre 51) est modifié en insérant, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « scolaires », les mots « , le Conseil scolaire de l'île de Montréal ».

**1969, c.**  
**51, s. 27,**  
am.  
**49.** Section 27 of the Manpower Vocational Training and Qualification Act (1969, chapter 51) is amended by inserting after the word "corporations" in the third line of the first paragraph the words " , the School Council of the island of Montreal".

Effet.  
**50.** Les articles 585, 588, 590 et 591, les paragraphes *b* et *c* de l'article 592, les articles 593, 595, 596, 600 à 603, 609 à 611, 616 à 643 de la Loi de l'instruction publique, les articles 20 et 26, le paragraphe *b* de l'article 33 et l'article 43 de la présente loi ont effet aux fins de l'année scolaire 1973/1974 et des années scolaires subséquentes.

**50.** Sections 585, 588, 590 and 591, paragraphs *b* and *c* of section 592, sections 593, 595, 596, 600 to 603, 609 to 611 and 616 to 643 of the Education Act, and sections 20 and 26, paragraph *b* of section 33 and section 43 of this act have effect for the purposes of the 1973/1974 school year and the subsequent school years.

Idem.  
Le dernier alinéa de l'article 630 de la Loi de l'instruction publique a effet pour les trois années scolaires 1972/1973, 1971/1972, 1970/1971, et l'article 25 de la présente loi a effet depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1972.

The last paragraph of section 630 of the Education Act has effect for the three school years 1972/1973, 1971/1972, 1970/1971, and section 25 of this act has effect since the 1st of July 1972.

Idem.  
Les articles 7, 11, 12, 16 à 18 de la présente loi n'ont d'effet qu'à compter du jour de la première réunion du Conseil et, selon le cas, du comité d'implantation concerné.

Idem.  
Sections 7, 11, 12 and 16 to 18 of this act have effect only from the day of the first meeting of the Council and, as the case may be, of the founding committee concerned.

Entrée en  
vigueur de  
a. 617.  
Le quatrième alinéa de l'article 617 de la Loi de l'instruction publique entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Coming  
into force  
of s. 617.  
The fourth paragraph of section 617 of the Education Act shall come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Entrée en  
vigueur.  
**51.** Sous réserve de l'article 50, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**51.** Subject to section 50, this act shall come into force on the day of its sanction.

## « ANNEXE A

*Municipalités scolaires  
pour catholiques*

Les municipalités scolaires suivantes sont établies pour catholiques au sens de l'article 49 de la Loi de l'instruction publique qui s'applique à elles *mutatis mutandis*; ces municipalités scolaires sont sous l'autorité des commissions scolaires ci-après mentionnées.

1. *La municipalité scolaire de Montréal*, constituée du territoire actuel de La Commission des écoles catholiques de Montréal.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de La Commission des écoles catholiques de Montréal qui est maintenue.

2. *La municipalité scolaire de l'est de Montréal*, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Ville d'Anjou, de Montréal-Est, de Pointe-aux-Trembles et de Saint-Léonard de Port-Maurice.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la Commission scolaire numéro 2, qui succède de plus aux droits et obligations de la commission scolaire régionale Le Royer.

3. *La municipalité scolaire de l'ouest de Montréal*, constituée par la fusion des municipalités scolaires de la cité de Dorval, de Baldwin-Cartier, du village de Sainte-Anne-de-Bellevue, de l'Île Bizard, et par l'annexion du territoire de la cité de Pierrefonds, lequel est détaché de la municipalité scolaire de Saint-Laurent.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la Commission scolaire numéro 3.

4. *La municipalité scolaire du centre-sud de Montréal*, constituée par la fusion des municipalités scolaires de La Salle, de la cité de Lachine, de Très-Saint-Sacrement, et de Saint-Pierre-aux-Liens.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la Commission scolaire numéro 4.

5. *La municipalité scolaire du centre-nord de Montréal*, constituée par la fusion des municipalités scolaires de la cité d'Outremont, de Mont-Royal et du résidu de la municipalité scolaire de Saint-Laurent.

## "SCHEDULE A

*School municipalities  
for Catholics*

The following school municipalities are established for Catholics within the meaning of section 49 of the Education Act, which applies to them *mutatis mutandis*; these school municipalities shall be under the authority of the school boards hereinafter mentioned.

1. *The school municipality of Montreal*, consisting of the existing territory of the Montreal Catholic School Commission.

This school municipality shall be under the authority of the Montreal Catholic School Commission, which is maintained in existence.

2. *The school municipality of east Montreal*, constituted by the union of the school municipalities of the town of Anjou, Montreal-East, Pointe-aux-Trembles and Saint-Léonard de Port-Maurice.

This school municipality shall be under the authority of School Board No. 2, which also succeeds to the rights and obligations of the Le Royer Regional School Board.

3. *The school municipality of west Montreal*, constituted by the union of the school municipalities of the city of Dorval, Baldwin-Cartier, the village of Sainte-Anne-de-Bellevue and Île Bizard, and by the annexation of the territory of the city of Pierrefonds, which is detached from the school municipality of Saint-Laurent.

This school municipality shall be under the authority of School Board No. 3.

4. *The school municipality of south centre Montreal*, constituted by the union of the school municipalities of La Salle, the city of Lachine, Très-Saint-Sacrement and Saint-Pierre-aux-Liens.

This school municipality shall be under the authority of School Board No. 4.

5. *The school municipality of north centre Montreal*, constituted by the union of the school municipalities of the city of Outremont, Mount-Royal and the remainder of the school municipality of Saint-Laurent.



Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la Commission scolaire numéro 5.

6. *La municipalité scolaire de Verdun*, constituée du territoire actuel de La Commission des Écoles catholiques de Verdun.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la Commission des écoles catholiques de Verdun, qui est maintenue.

This school municipality shall be under the authority of School Board No. 5.

6. *The school municipality of Verdun*, consisting of the existing territory of the Verdun Catholic School Commission.

This school municipality shall be under the authority of the Verdun Catholic School Commission, which is maintained in existence.

## ANNEXE B

### *Municipalités scolaires pour protestants*

Les municipalités scolaires suivantes sont établies pour protestants au sens de l'article 49 de la Loi de l'instruction publique qui s'applique à elles *mutatis mutandis*; ces municipalités scolaires sont sous l'autorité des commissions scolaires ci-après mentionnées.

1. *La municipalité scolaire du Grand Montréal*, constituée par le maintien de la municipalité scolaire du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la Ville de Montréal à laquelle sont annexées les municipalités scolaires des autres corporations scolaires membres du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la Ville de Montréal qui est maintenu, mais dont le nom est changé en celui de Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal et qui succède de plus aux droits et obligations du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal.

2. *La municipalité scolaire de Lakeshore*, constituée par la fusion des municipalités scolaires de Baie d'Urfé-Senneville, de West Island et de Harwood.

Cette municipalité scolaire est sous l'autorité de la Commission scolaire de Lakeshore, qui succède de plus aux droits et obligations de la commission scolaire régionale Lakeshore. »

## SCHEDULE B

### *School municipalities for Protestants*

The following school municipalities are established for Protestants within the meaning of section 49 of the Education Act, which applies to them *mutatis mutandis*; these school municipalities shall be under the authority of the school boards hereinafter mentioned.

1. *The school municipality of Greater Montreal*, constituted by the maintenance in existence of the school municipality of The Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal to which are annexed the school municipalities of the other school corporations that are members of the Protestant School Board of Greater Montreal.

This school municipality is under the authority of The Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal which is maintained in existence, while its name becomes the Protestant School Board of Greater Montreal, and it succeeds to the rights and obligations of the Protestant School Board of Greater Montreal.

2. *The school municipality of Lakeshore*, constituted by the union of the school municipalities of Baie d'Urfé-Senneville, West Island and Harwood.

This school municipality shall be under the authority of the Lakeshore School Board, which also succeeds in the rights and obligations of the Lakeshore regional school board."